

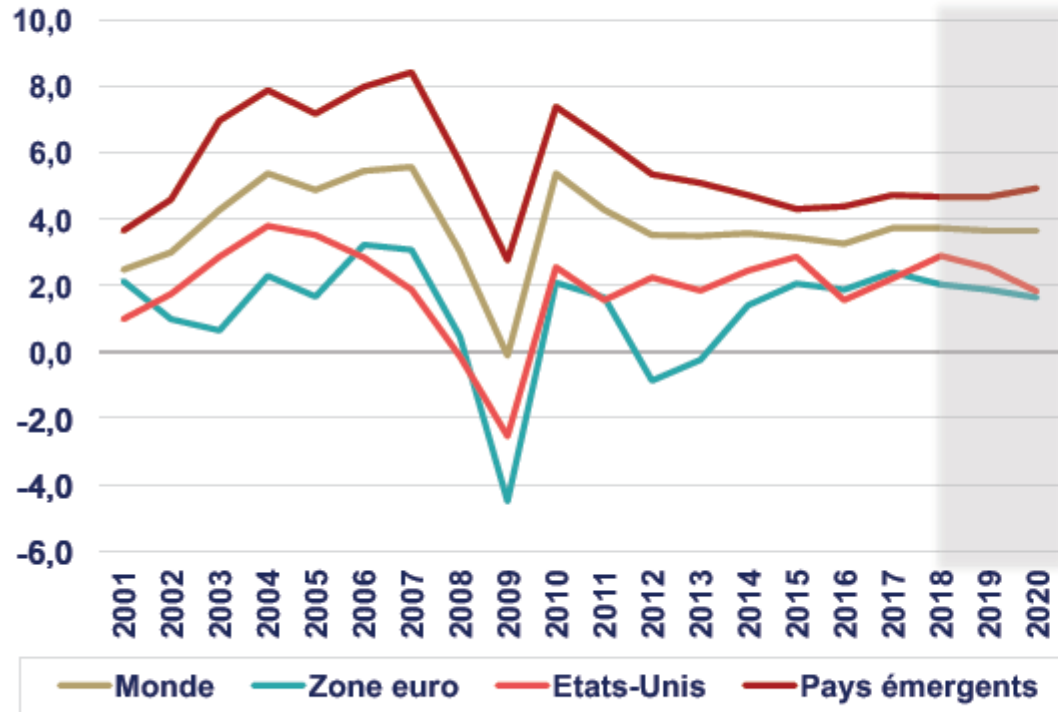
Rapport d'orientations budgétaires 2019

- 1. L'environnement économique**
- 2. État des lieux des finances du bloc communal**
- 3. La situation de la Ville de Landivisiau**
- 4. Les orientations budgétaires 2019**

1. L'environnement économique

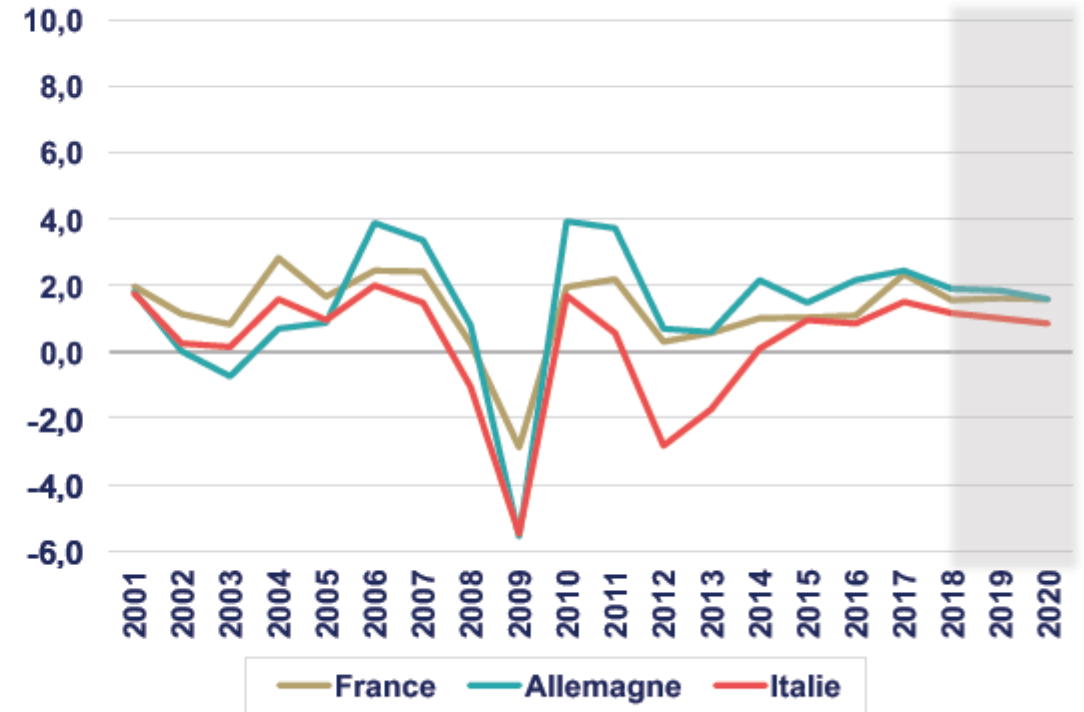
Un contexte économique marqué par un ralentissement de la croissance mondiale ...

Croissance du PIB : historique et prévisions FMI (en %)



Sources : FMI et Finance Active

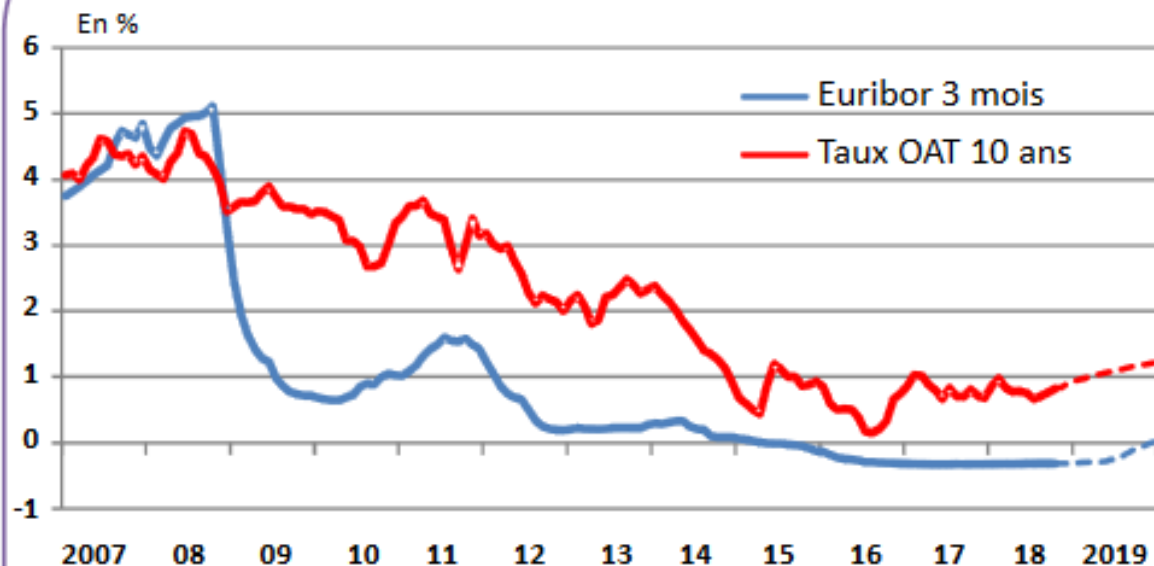
Croissance du PIB en zone euro : historique et prévisions FMI (en %)



Sources : FMI et Finance Active

... accompagné d'une remontée des taux d'intérêt annoncée dès le 1^{er} semestre 2019 ...

Évolution des taux d'intérêt en France



Source : Global Insight, prévisions La Banque Postale (décembre 2018)

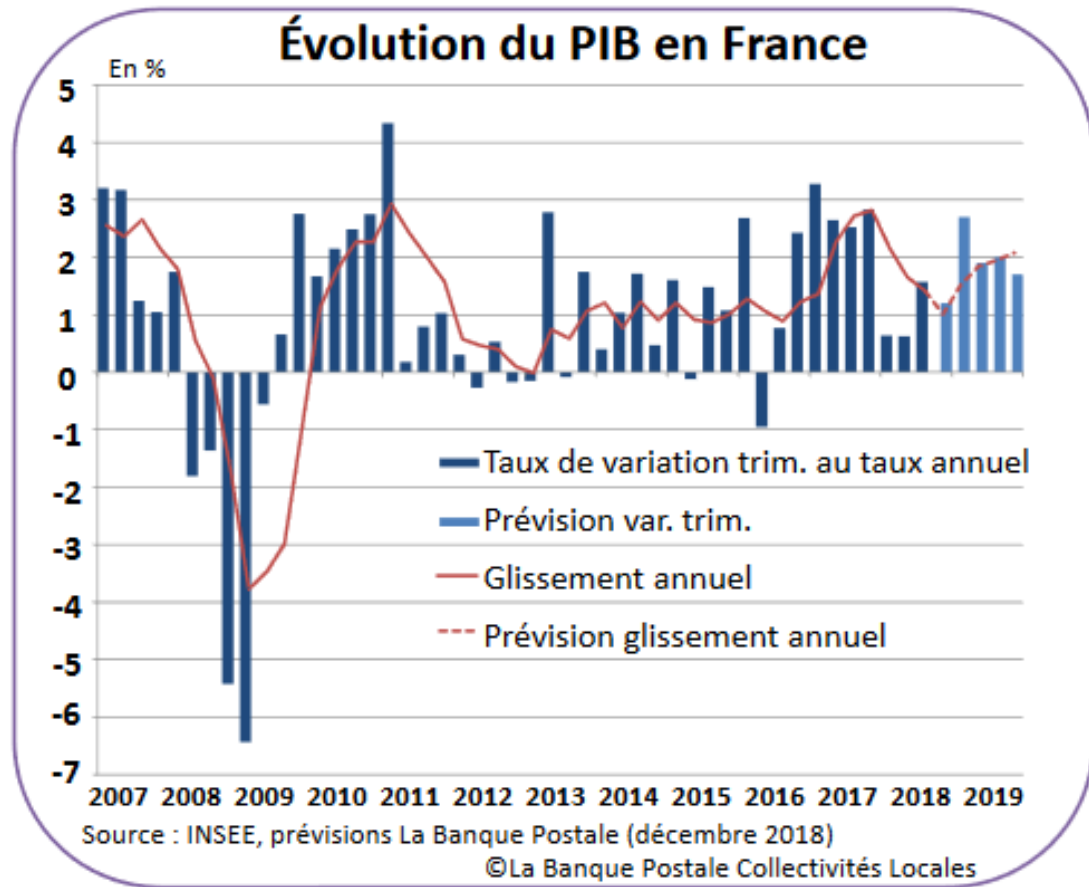
©La Banque Postale Collectivités Locales

Taux d'intérêt (%)		2018e	2019p
Euribor 3 mois	Moyenne annuelle	-0,3	-0,2
	Fin d'année	-0,3	-0,1
OAT 10 ans	Moyenne annuelle	0,8	0,9
	Fin d'année	0,7	1,1

e : estimations p : prévisions ©La Banque Postale Collectivités Locales

Source : Global Insight, prévisions La Banque Postale (décembre 2018)

... et un taux de croissance de l'économie française revu à la baisse ...



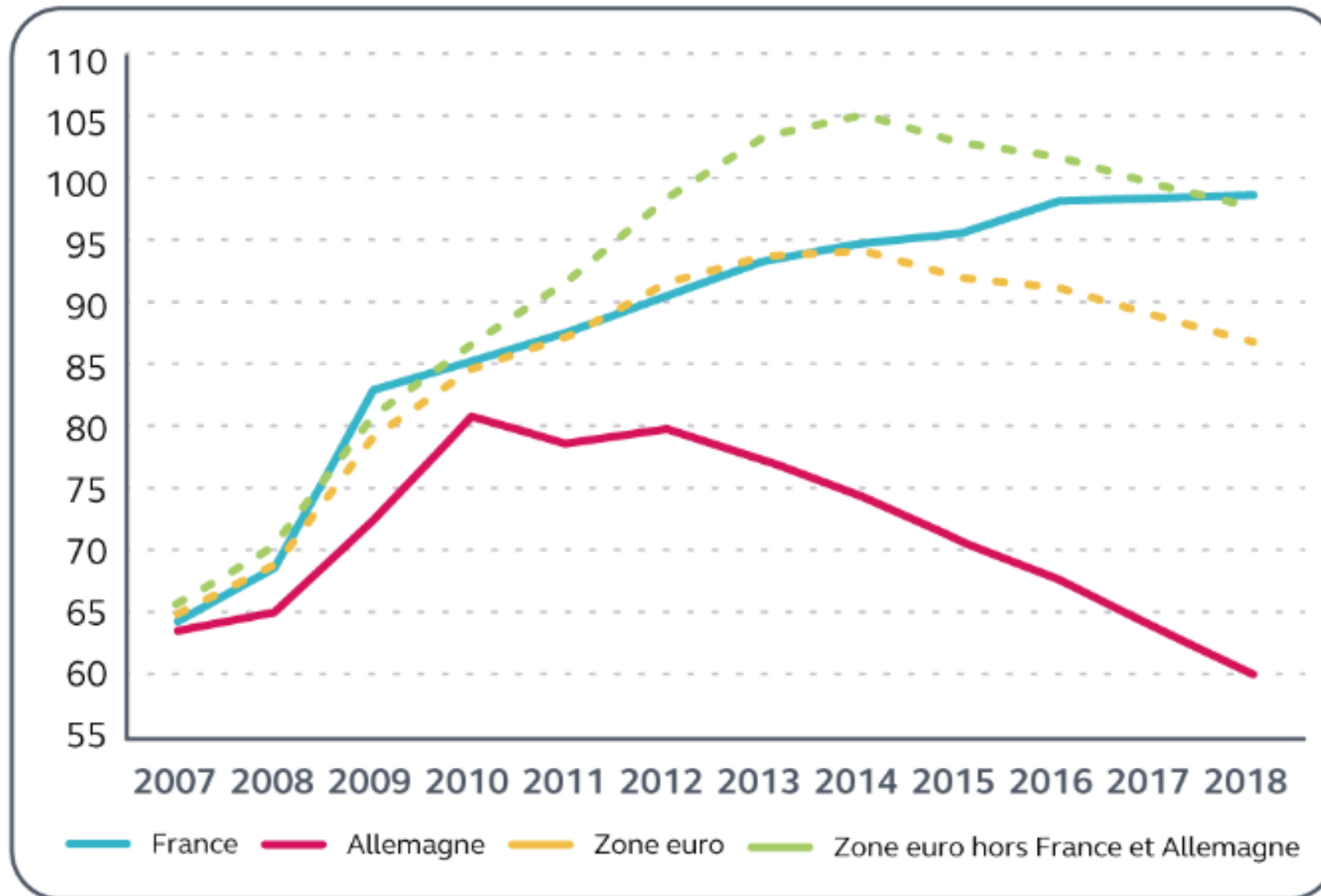
Principaux indicateurs économiques (moyennes annuelles)	2018e	2019p
Taux de croissance du PIB	1,6%	1,5%
Taux d'inflation	1,9%	1,2%
Taux de chômage	8,8%	8,8%

e : estimations p : prévisions

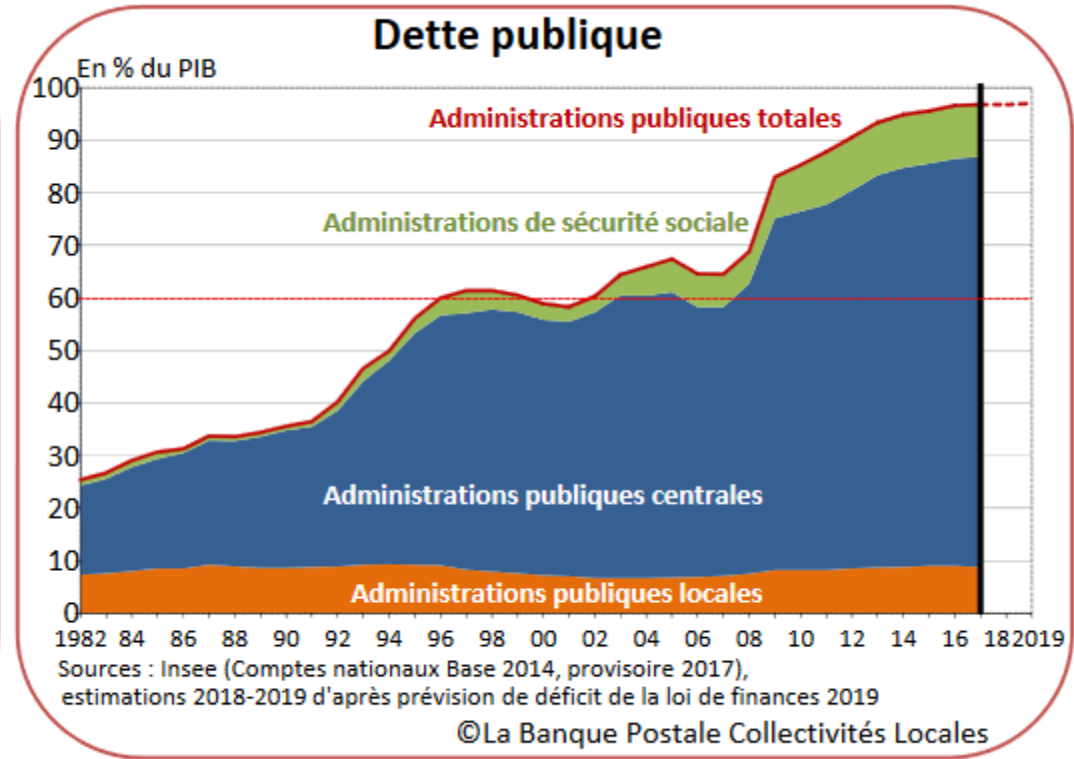
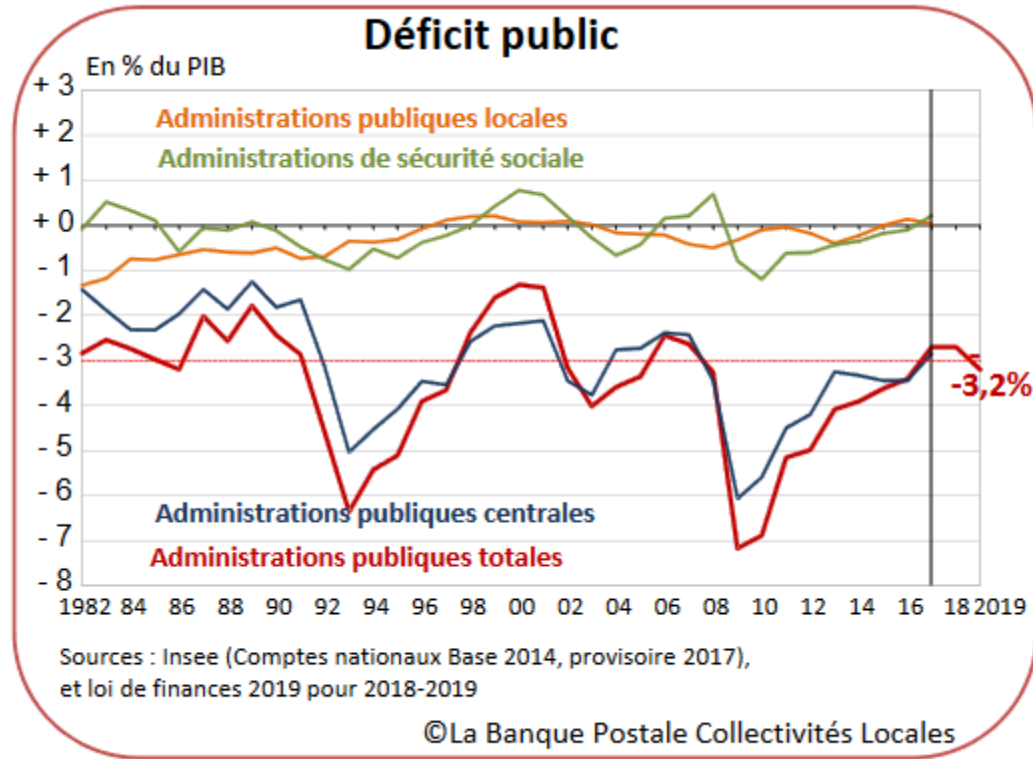
©La Banque Postale Collectivités Locales

Source : INSEE, prévisions La Banque Postale (décembre 2018)

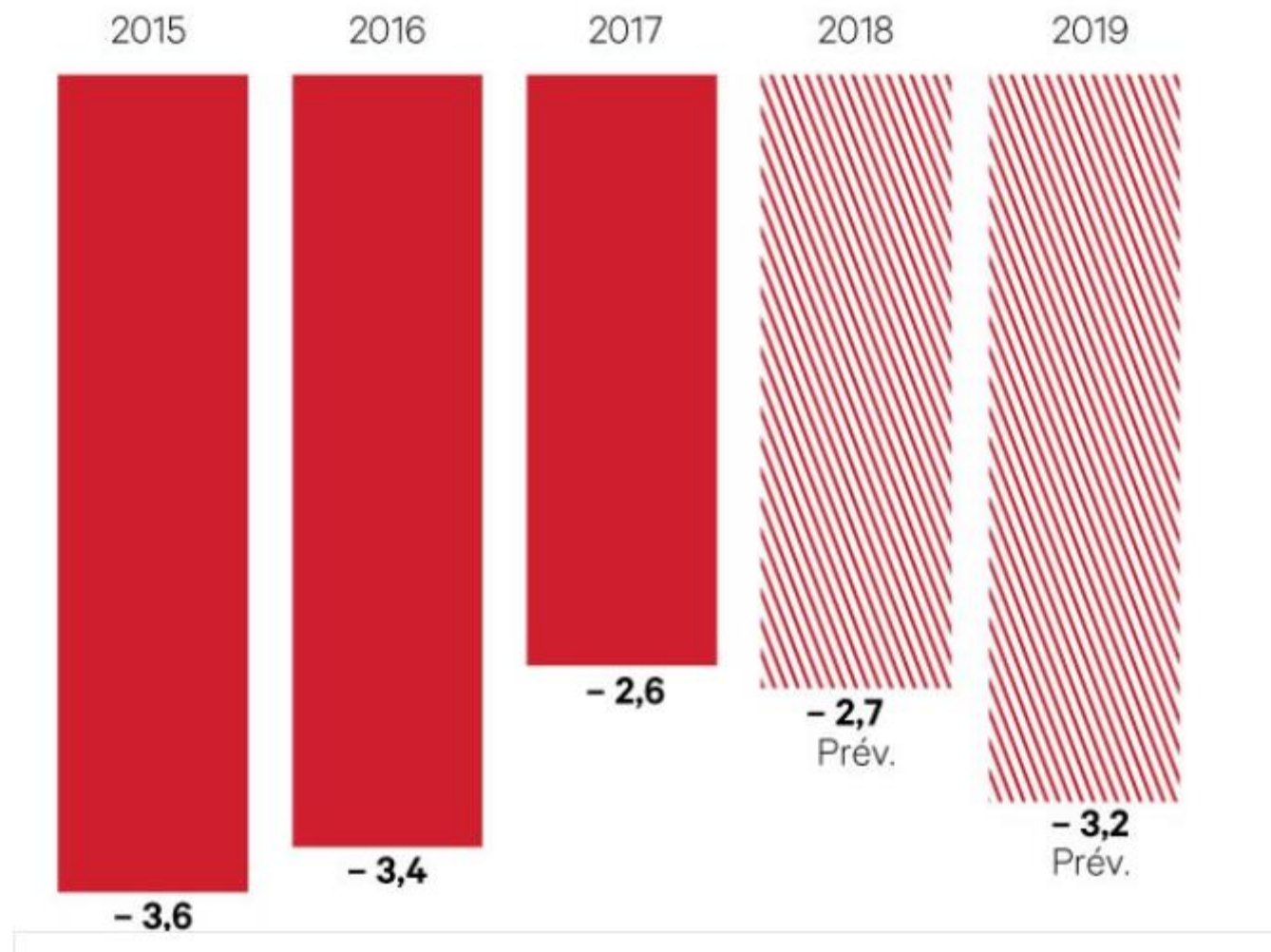
... une dette publique sur une trajectoire divergente de l'Allemagne et de la zone euro ...



... qui prévoit d'avoisiner les 99 % du P.I.B. en 2019 ...

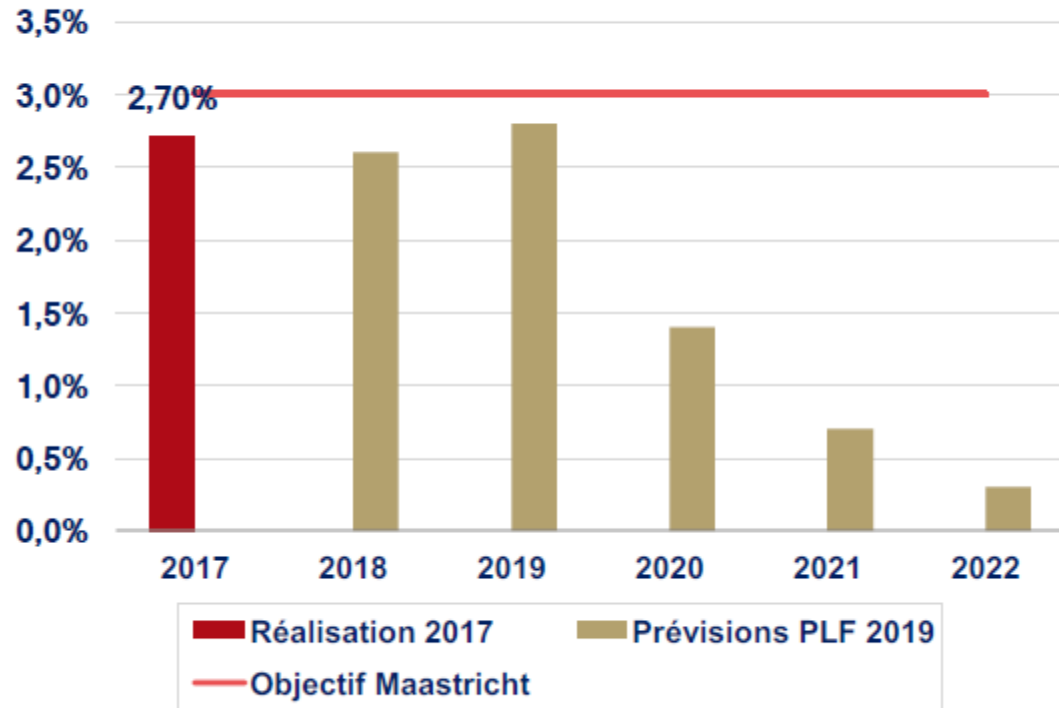


... entraînant une prévision de déficit public aggravée à 3,2 % du P.I.B. (> au seuil des 3 %) ...



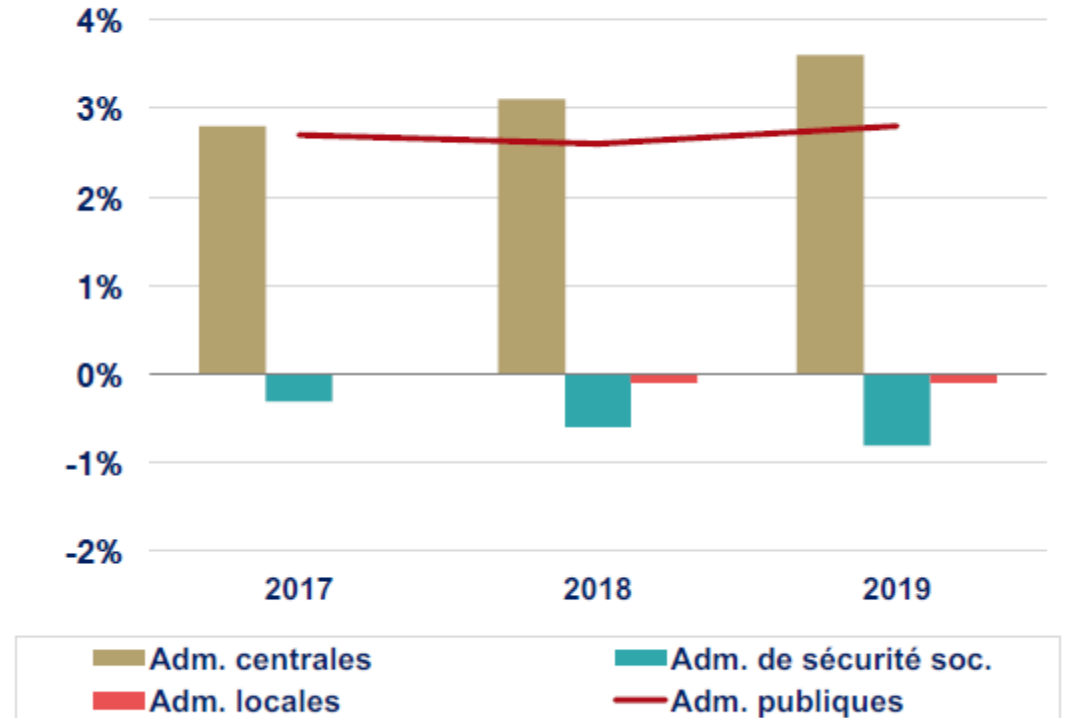
... et des administrations locales mises à contribution pour résorber le déficit public...

Trajectoire du déficit public (en % du PIB)



Source : PLF 2018 et 2019

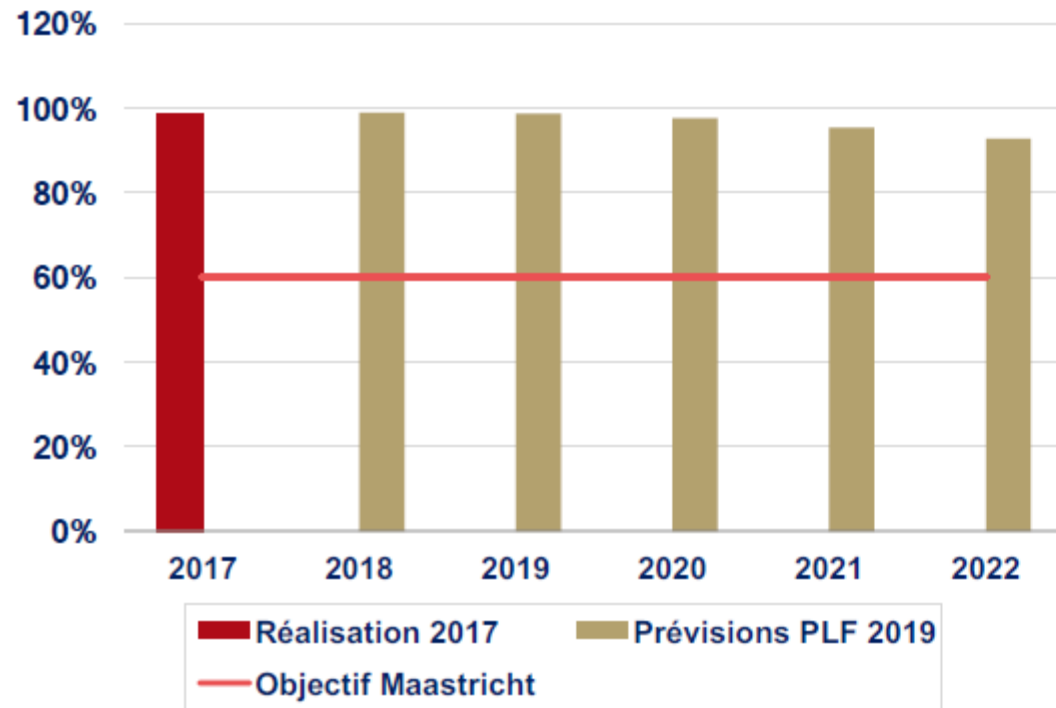
Trajectoire du déficit public / administration (en % du PIB)



Source : PLF 2018 et 2019

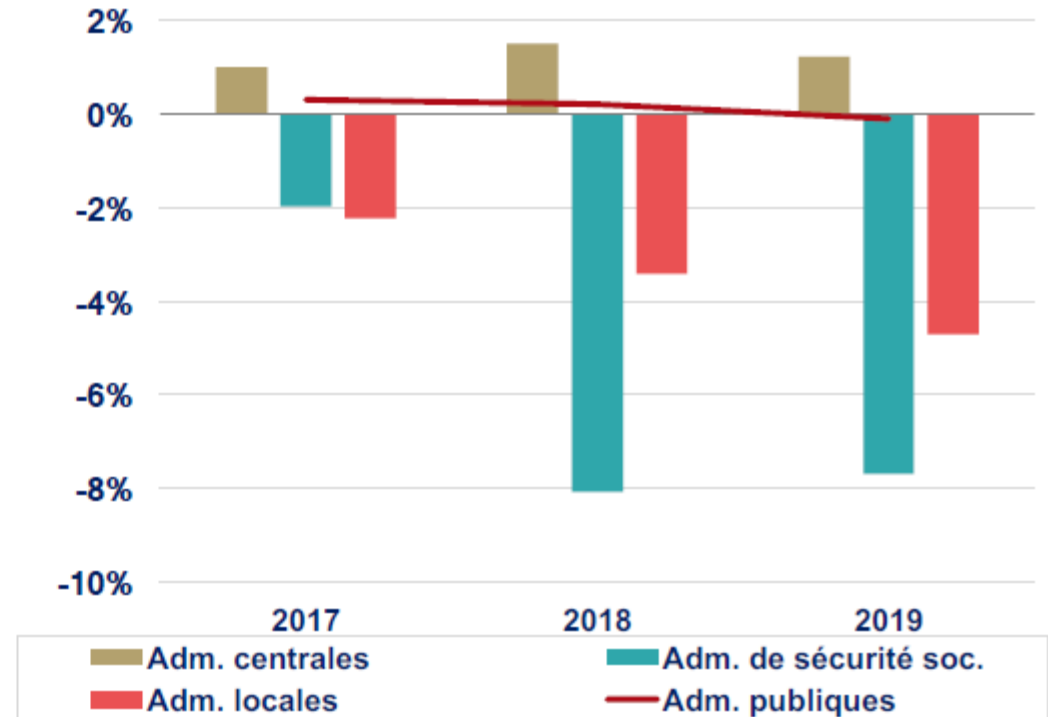
... et réduire leur niveau d'endettement

Trajectoire de la dette publique (en % du PIB)



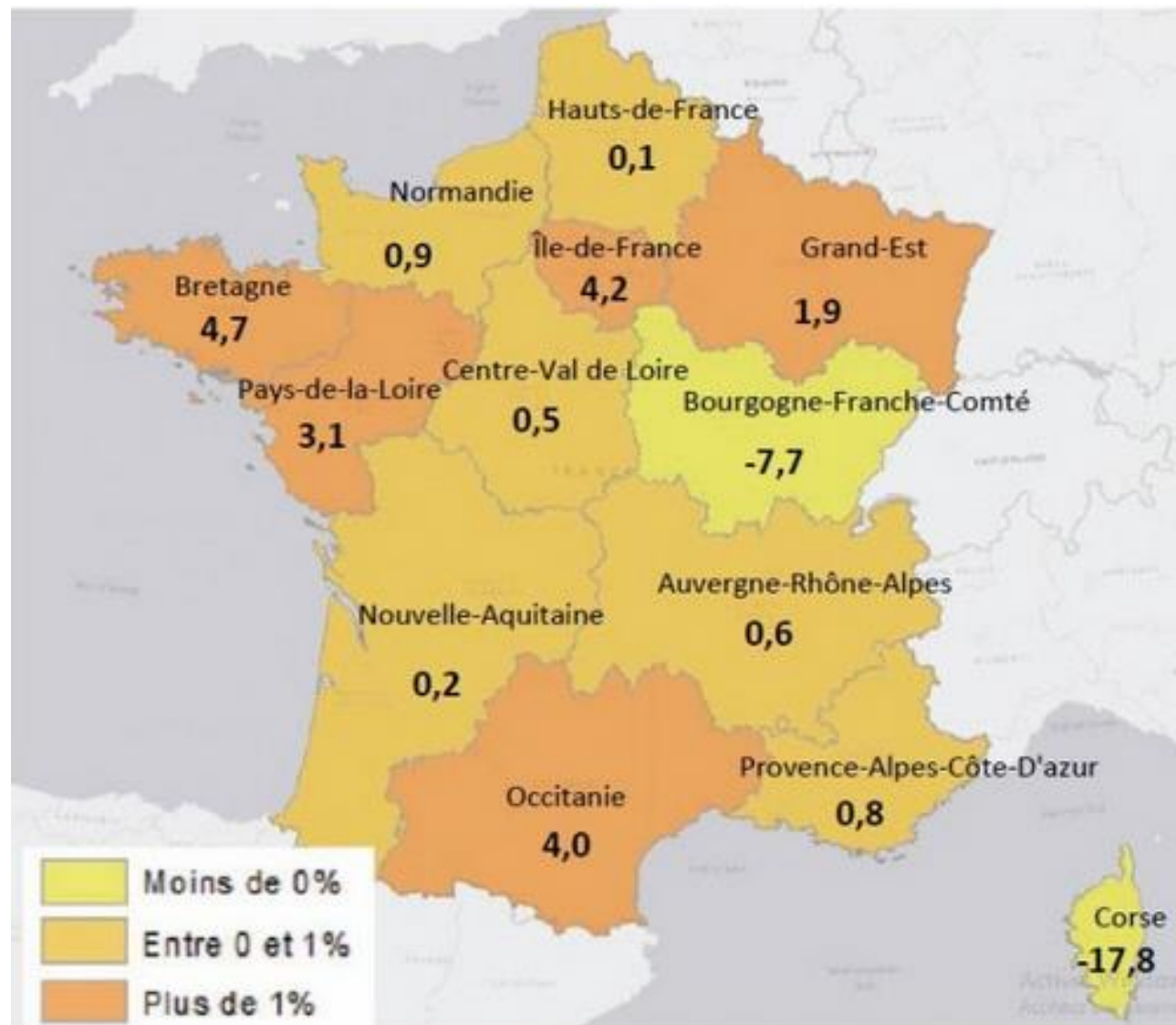
Source : PLF 2018 et 2019

Évolution de la part de chaque administration dans la dette publique (en % du PIB)



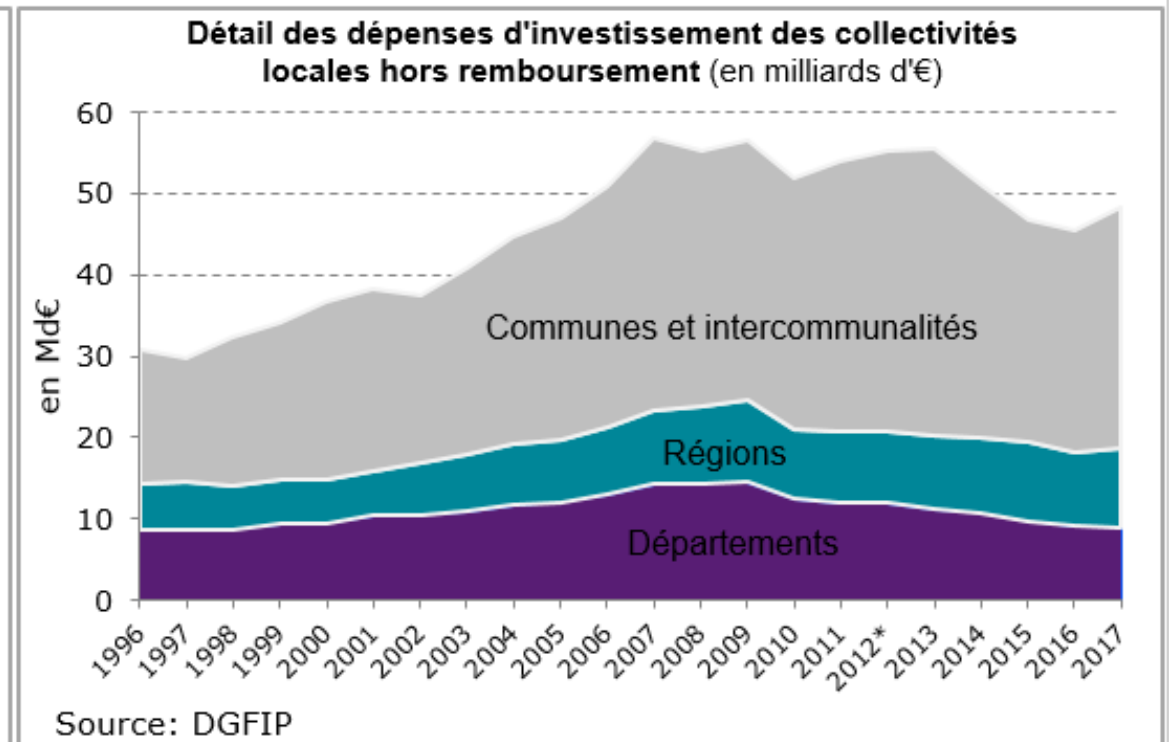
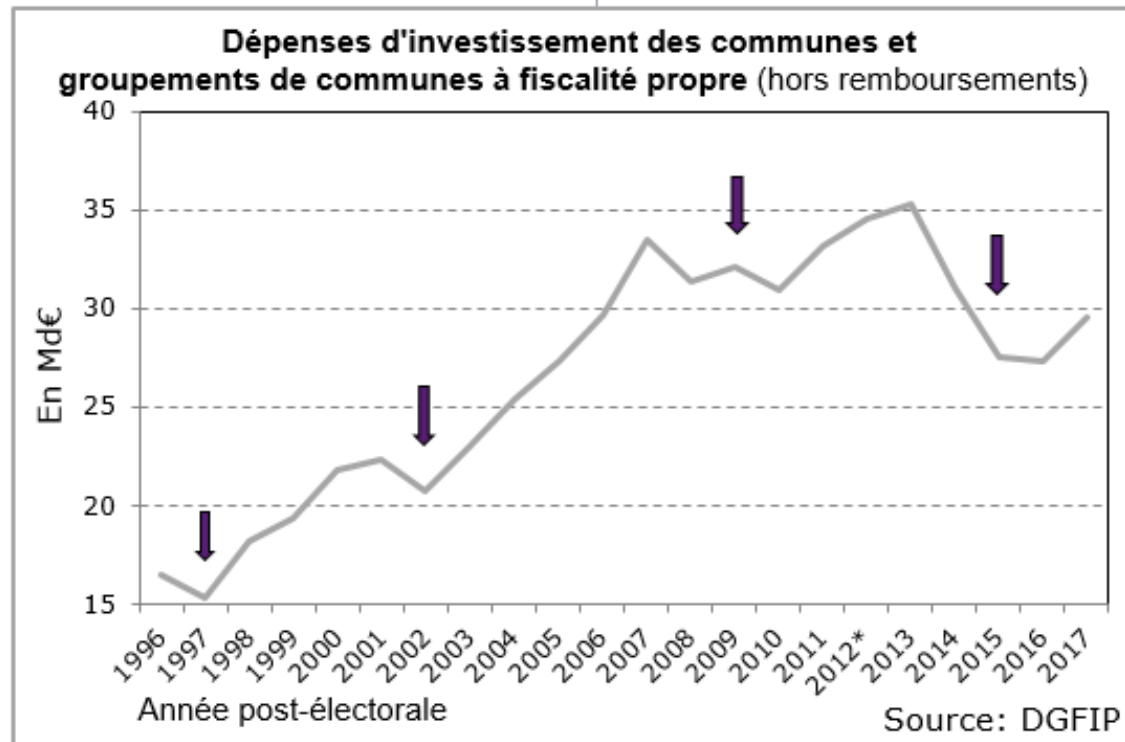
Source : PLF 2018 et 2019

La commande publique augmente en 2018, à 78,4 milliards d'euros, mais dans des proportions (+1,2%) moindres qu'en 2017 (+7,3%). En outre, elle reste très en deçà des volumes de 2012



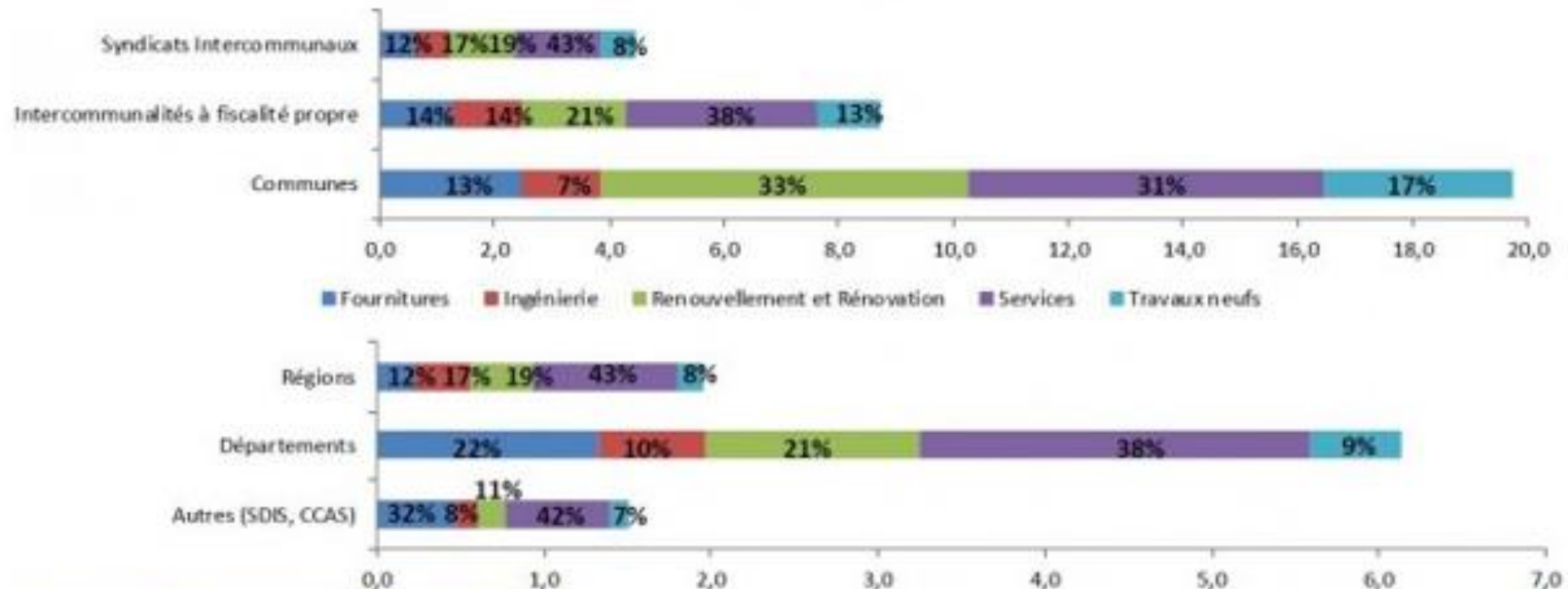
La part du bloc communal est prépondérante dans l'investissement public, néanmoins elle connaît depuis quelques années une baisse exceptionnelle malgré un début de reprise en 2017

- Une ampleur sans précédent du cycle électoral
- Une chute marquée parmi les départements (13% des recettes hors emprunt contre 25% en moyenne) non compensée par les régions

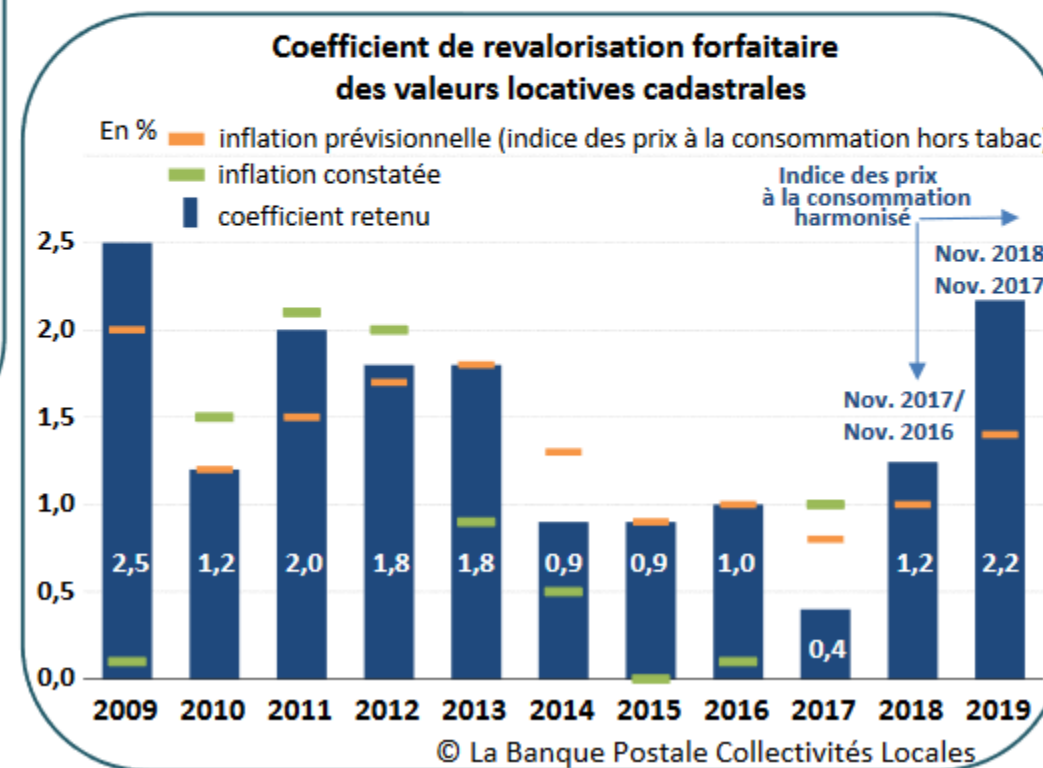
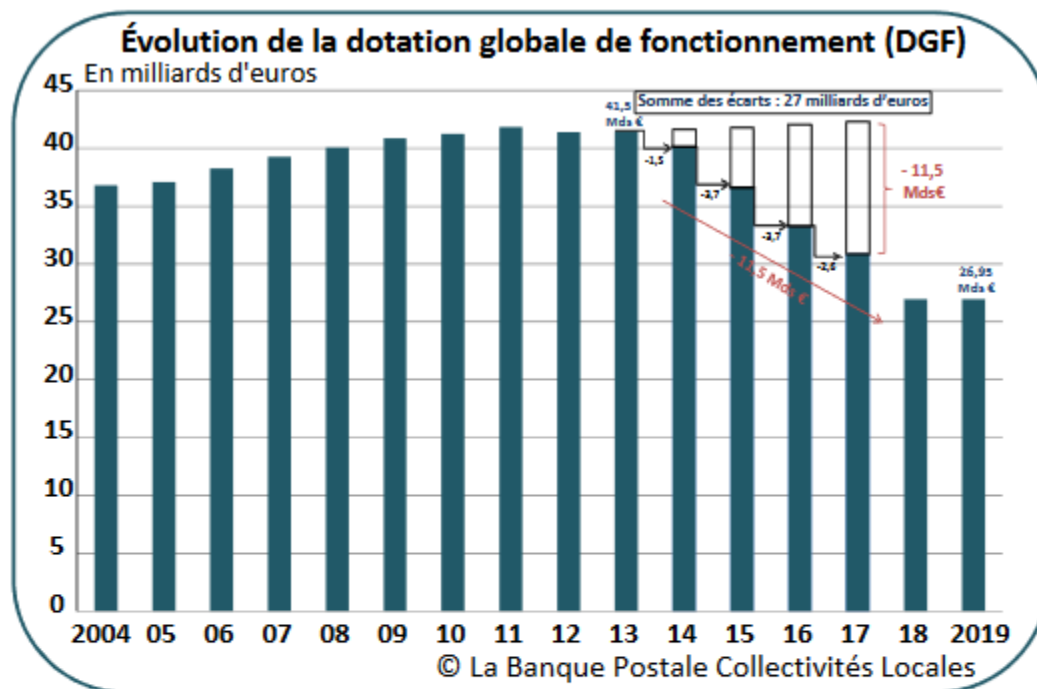


Du fait de leur poids dans la commande publique (58% du total), les collectivités territoriales ont néanmoins joué un rôle déterminant dans le léger rebond de l'an dernier

Répartition de la commande publique au sein des collectivités en 2018
par nature (en Md€)



Le Projet de Loi de Finances 2019 (P.L.F.) prévoit une stabilité de l'enveloppe nationale de la D.G.F. pour la seconde année consécutive et une évolution des bases fiscales indexée sur le taux d'inflation constaté en novembre 2018 (+ 2,2 %) ...



... mais l'indice des prix des dépenses communales est toujours supérieur à celui des prix à la consommation des ménages : entre 2010 et 2017, l'écart moyen annuel avoisine les 0,5 %

L'indice de prix des dépenses communales reflète le prix du « panier » des biens et services constituant la dépense communale. Son évolution permet donc d'évaluer la hausse des prix supportée par les communes, indépendamment des choix effectués en termes de niveau de dépenses. L'analyse de la dynamique de cet indice spécifique permet de démontrer que les acteurs publics subissent sur longue période une « inflation » plus vive que celle des ménages en raison des spécificités de la dépense publique communale.

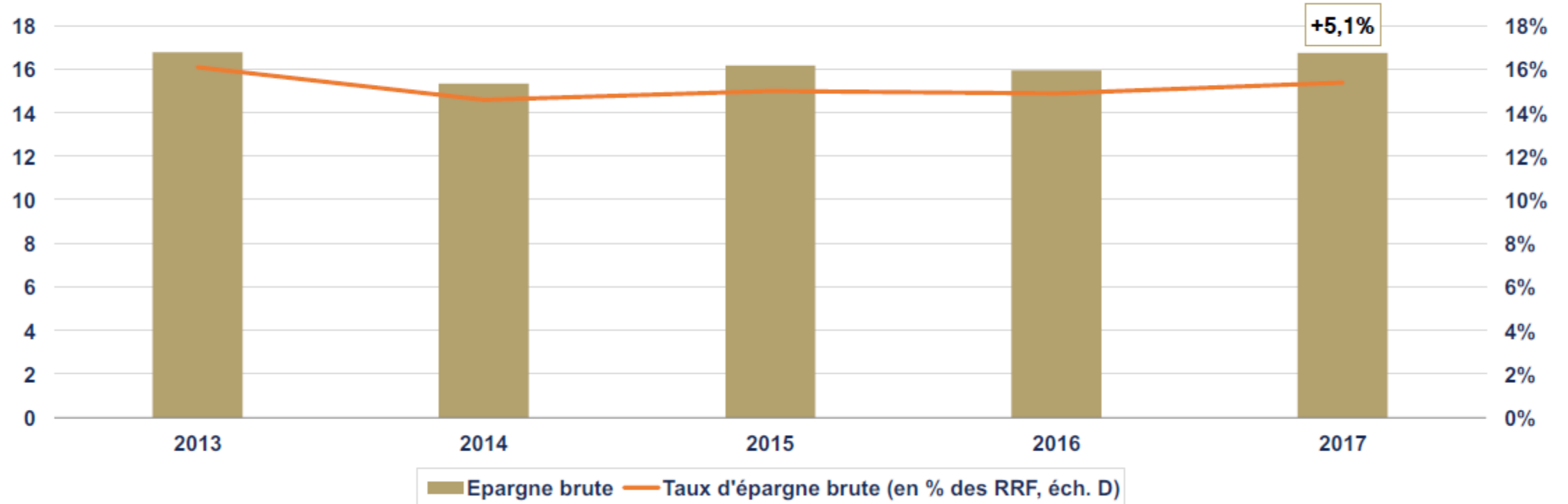
➤ **Communes de 3 500 à 30 000 habitants**

	Juin 2018		2010 - 2017
Base 100 en 2010	Valeur de l'indice	Évolution sur 1 an (4T / 4T)	Évolution annuelle moyenne
Indice de prix des dépenses communales hors charges financières	112,4	1,41 %	1,36 %
<i>Y compris charges financières</i>	109,0	1,14 %	0,94 %
Indice des prix à la consommation hors tabac	109,6	1,18 %	0,90 %

2. État des lieux des finances locales

Bloc communal (E.P.C.I. et commune) : un regain d'épargne brute en 2017 par rapport à 2014

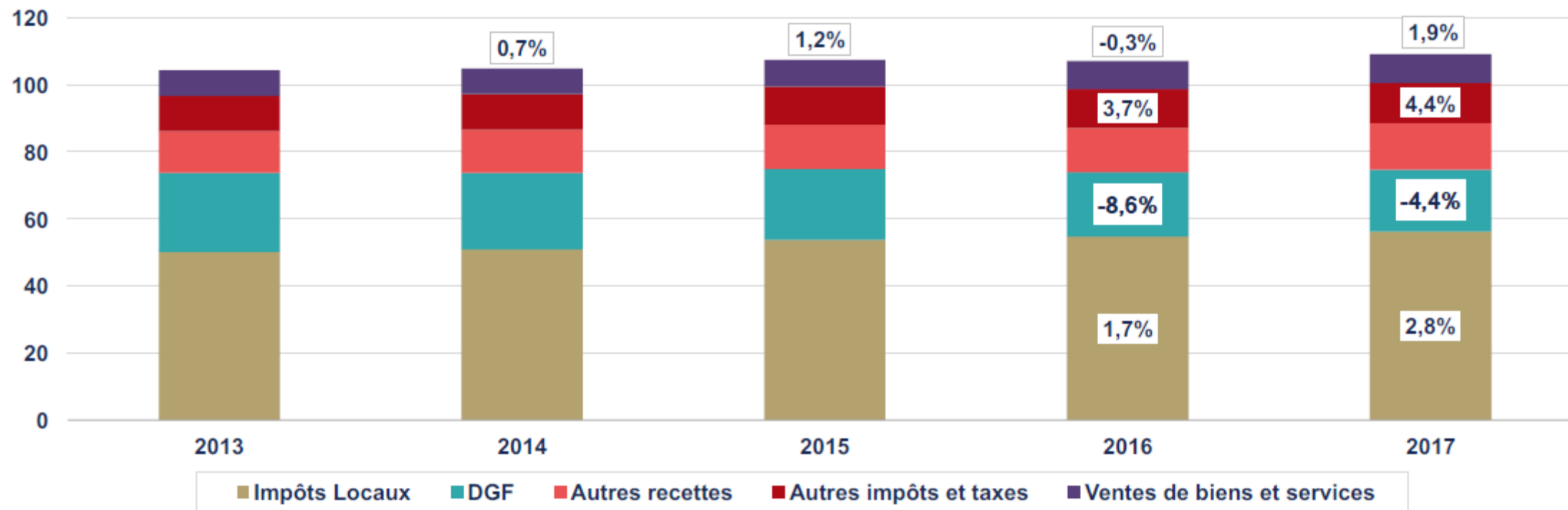
Bloc communal : épargne brute (en Mds€) et taux d'épargne brute



Source : OFGL 2018

Bloc communal : une hausse des recettes en 2017 principalement portée par la fiscalité (+2,8%)

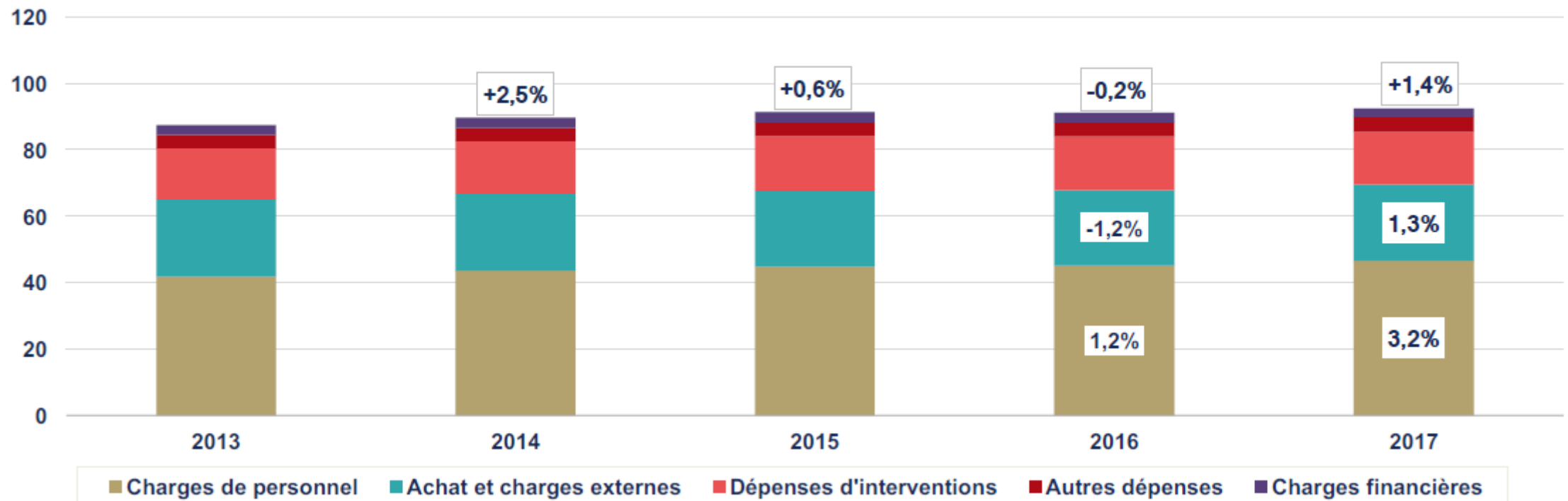
Bloc communal : évolution des recettes de fonctionnement (en Mds€)



Sources : OFGL 2018 et Finance Active

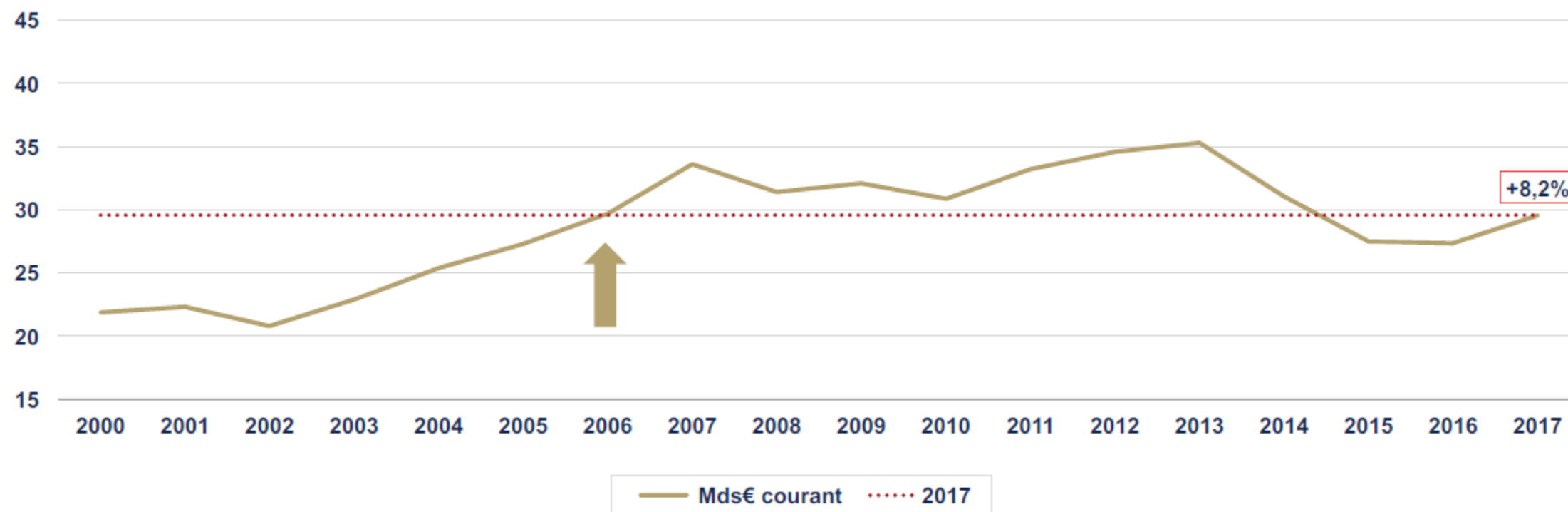
Bloc communal : des dépenses de fonctionnement qui repartent à la hausse notamment du fait de l'augmentation des dépenses de personnel

Bloc communal : évolution des dépenses de fonctionnement (en Mds€)



Bloc communal : en baisse continue depuis 2014 sous l'effet de la baisse de la D.G.F., l'investissement repart à la hausse en 2017 ... pour seulement revenir au niveau de 2006

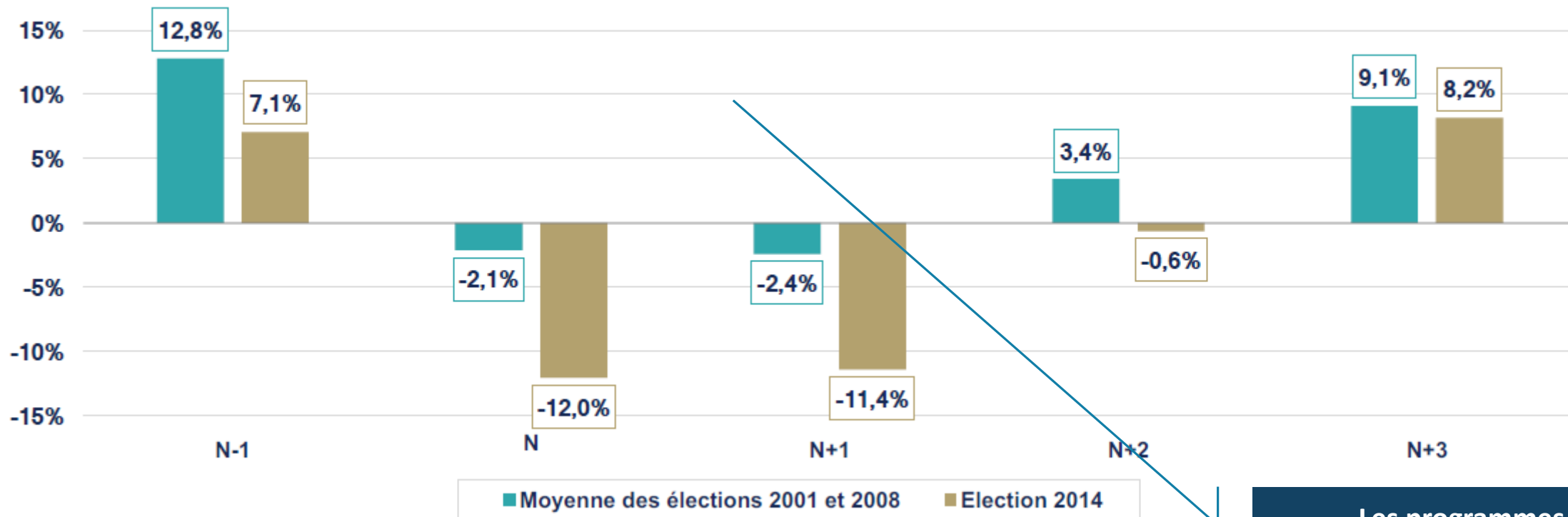
Bloc communal : évolution des dépenses d'investissement du bloc communal (en Mds€)



Sources : OFL 2004 à 2016, OFGL 2018 et Finance Active

Un effet « cycle électoral » accentué par la baisse des dotations

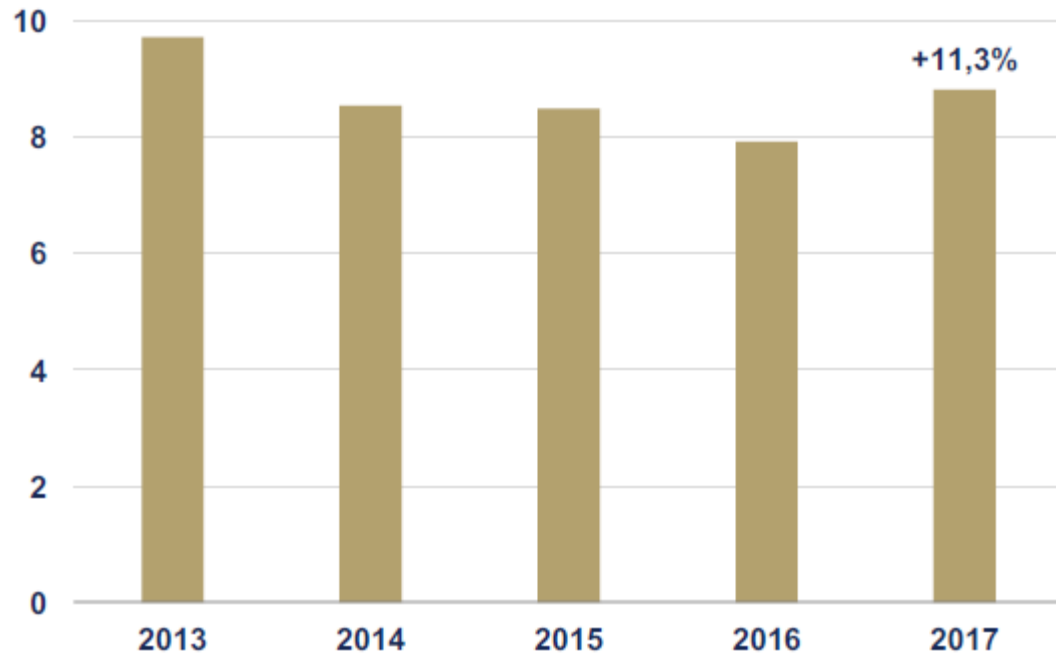
Comparaison de l'évolution des dépenses d'investissement en fonction du cycle électoral (en %)



Les programmes d'investissement se préparent en début de mandature pour se concrétiser en fin de mandat

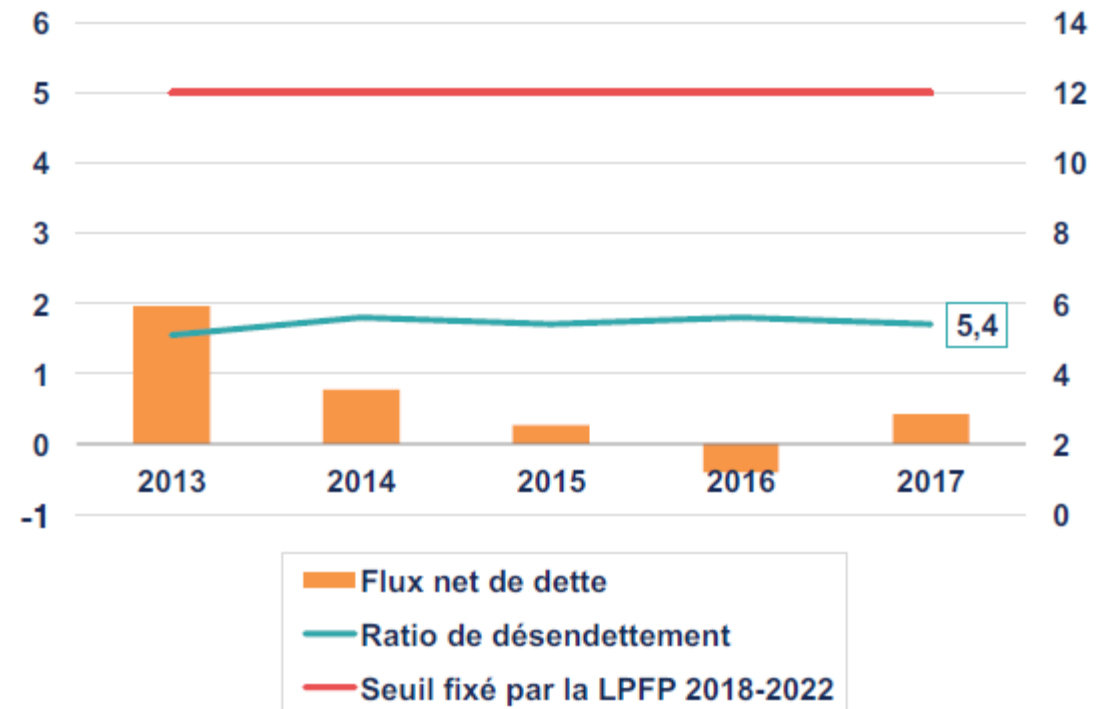
Un ratio de désendettement qui s'améliore tout au long de la mandature malgré la hausse du recours à l'emprunt en 2017

Bloc communal : recours à l'emprunt (en Mds€)



Source : OFGL 2018

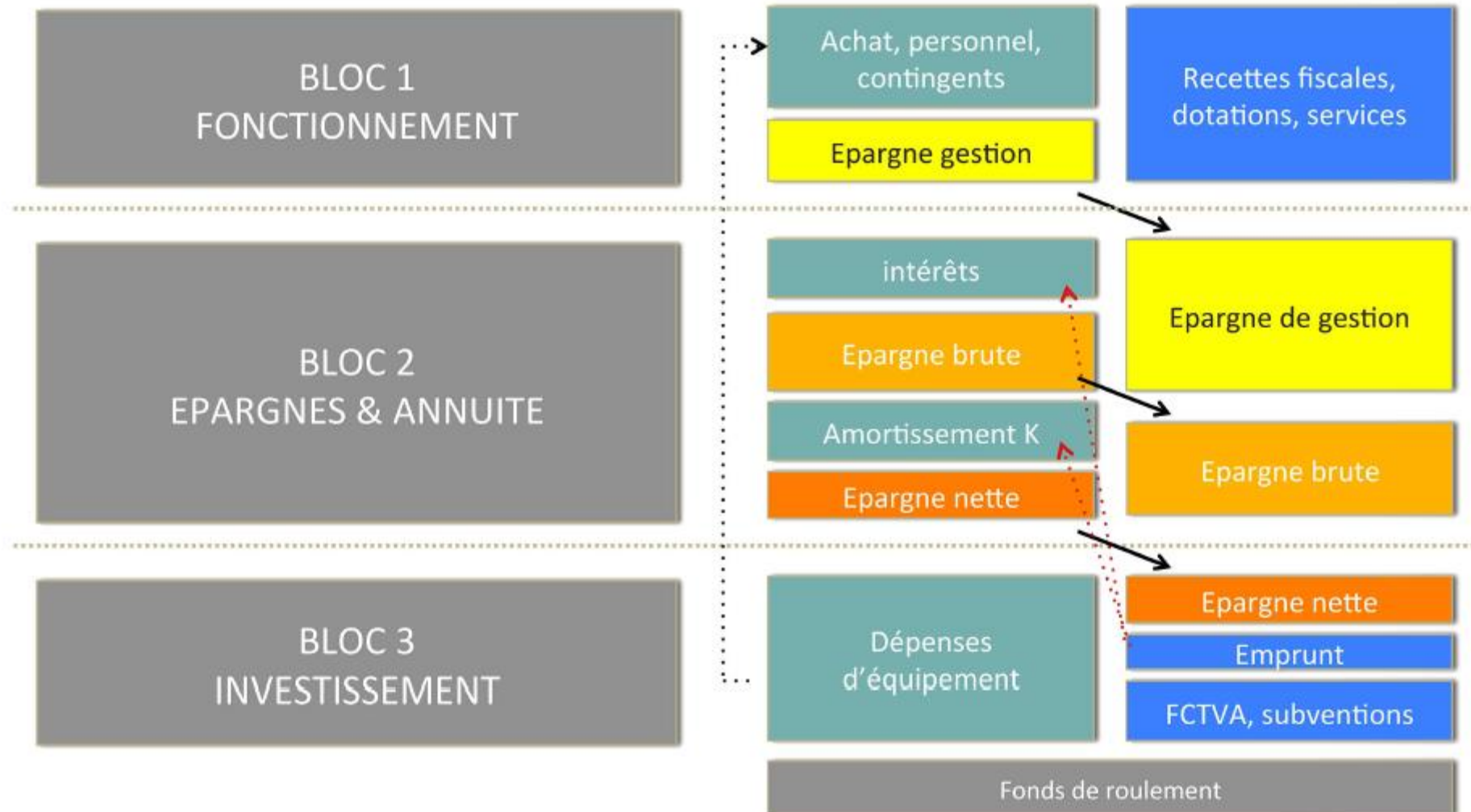
Bloc communal : flux net de dette (en Mds€) et ratio de désendettement (en année, ech. D)



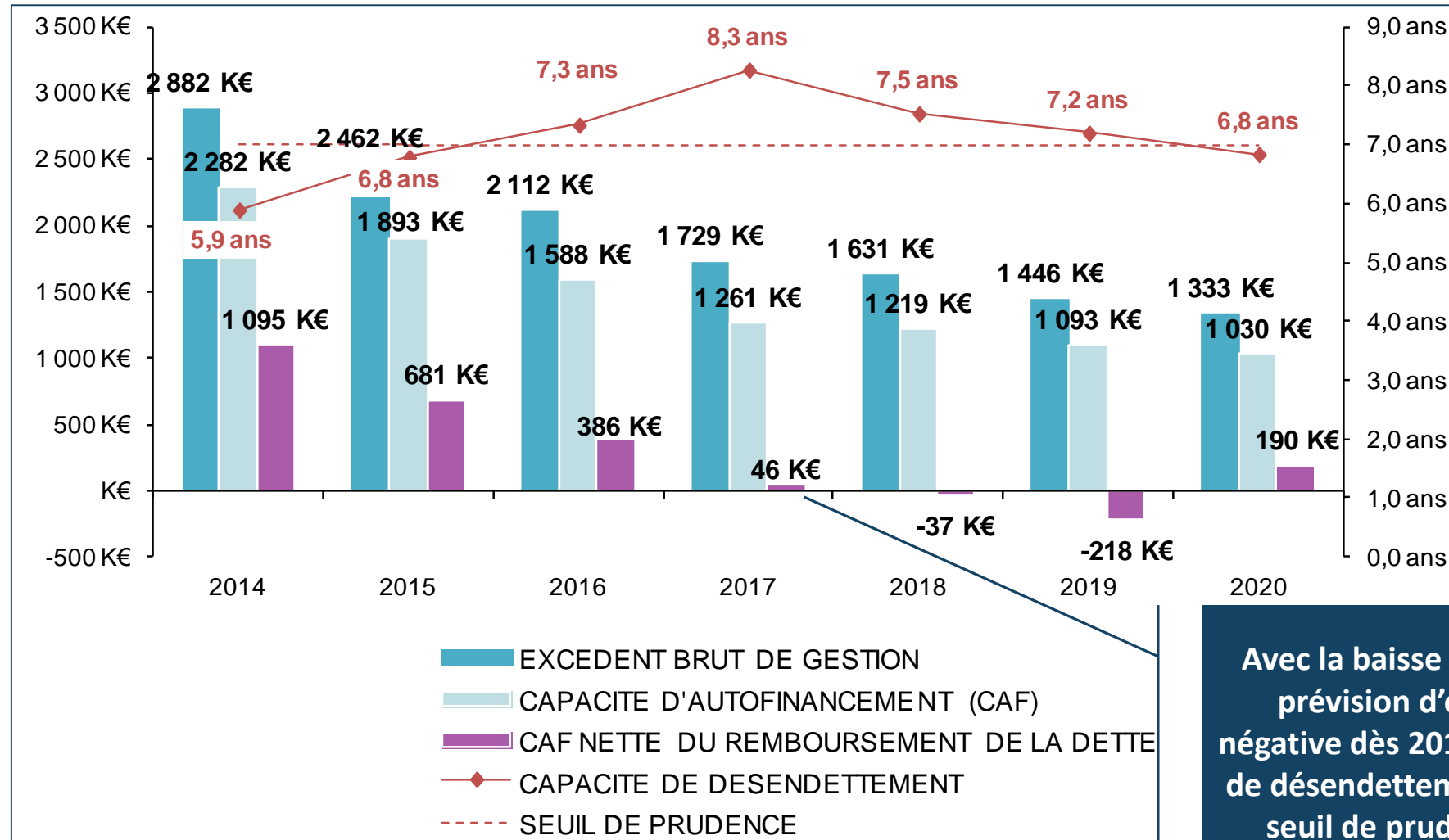
Source : OFGL 2018

3. La situation de la Ville de Landivisiau

Les 3 blocs de gestion

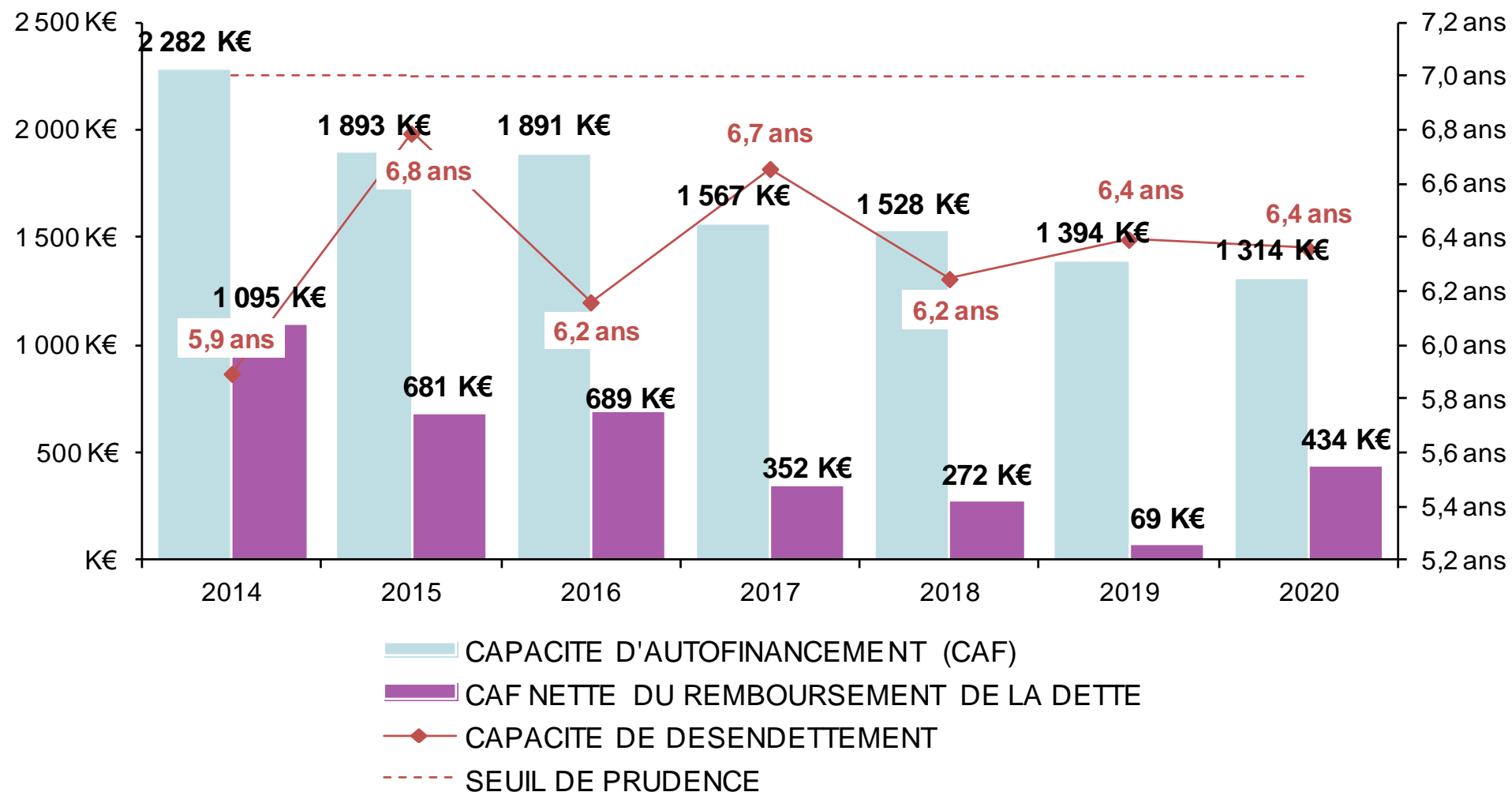


Du fait de la baisse de la D.G.F. annoncée au printemps 2014 et des coûts de mise en œuvre des T.A.P., le cabinet KPMG avait mis en évidence une situation d'impasse budgétaire prévisible dès 2017

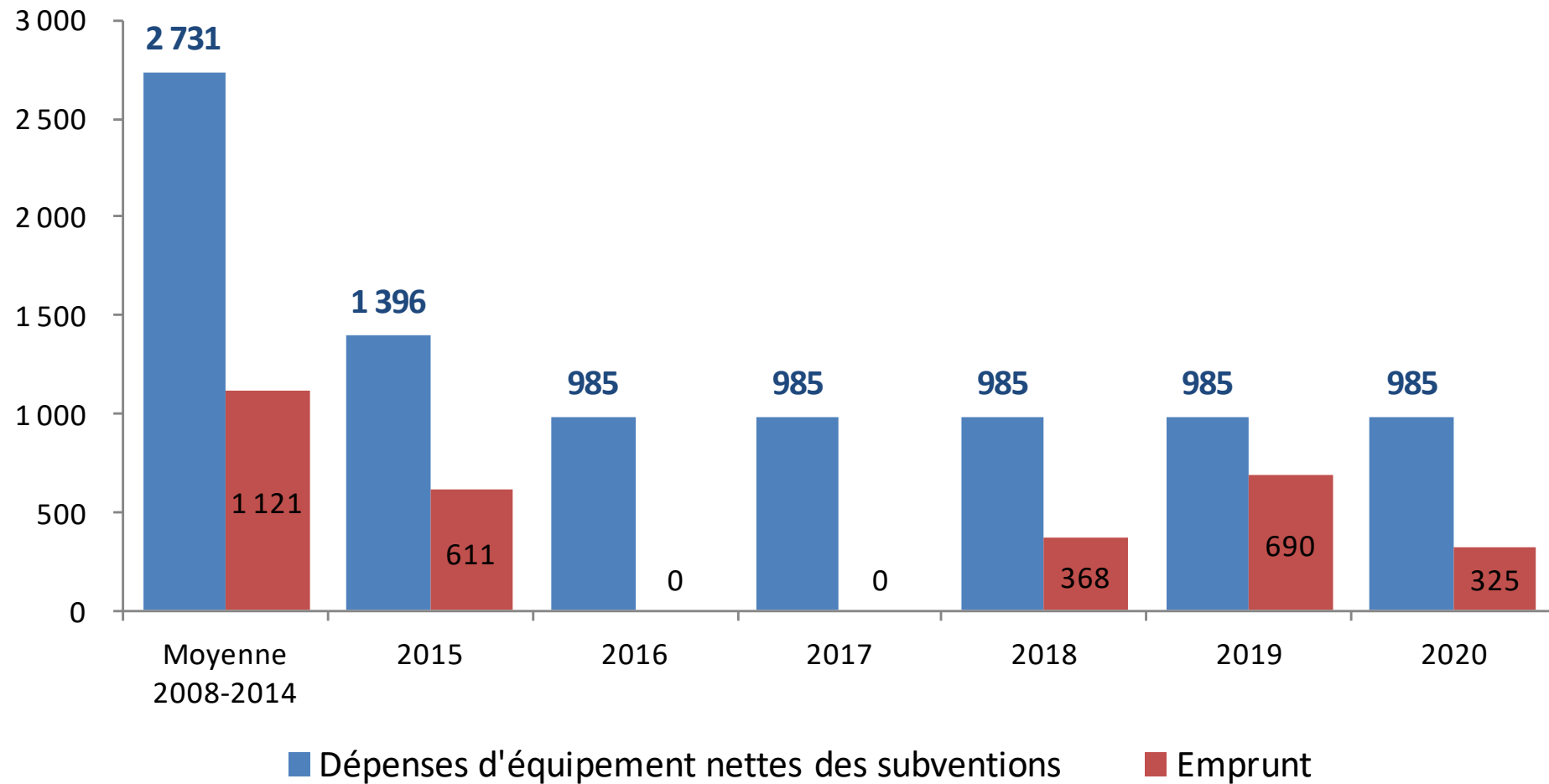


Avec la baisse de la D.G.F., une prévision d'épargne nette négative dès 2018 et une capacité de désendettement dépassant le seuil de prudence dès 2016

Les prévisions de retour à l'équilibre établies par KPMG préconisaient de retirer l'abattement général à la base et de limiter le recours à l'emprunt à 2 M€ sur la période 2015-2020...



... afin de pouvoir FINANCER la construction de l'espace Denis DIDEROT, MAINTENIR les services à la population et ESTIMER les nouvelles dépenses d'investissement à 1 M€ par an sur la période 2016 - 2020



Sur la base des prévisions KPMG, la collectivité a décidé de compléter ses efforts de gestion en développant une stratégie articulée autour de 4 axes supplémentaires

Axe 1 : la progression de l'urbanisation en misant sur le développement économique

Objectif : favoriser le dynamisme des bases fiscales pour atténuer la perte de recettes due à la baisse de la D.G.F.

Axe 2 : le renforcement de la maîtrise des recettes et des dépenses de fonctionnement

Objectif : poursuivre et amplifier les efforts de gestion engagés depuis 2008 par les services (contrôle de gestion, règlement de la commande publique, optimisation des bases fiscales - logements vacants, reclassement catégoriel - ...)

Axe 3 : la recherche de marge de manœuvre complémentaire

Objectif : mener une gestion active de la dette et une politique de désendettement soutenue

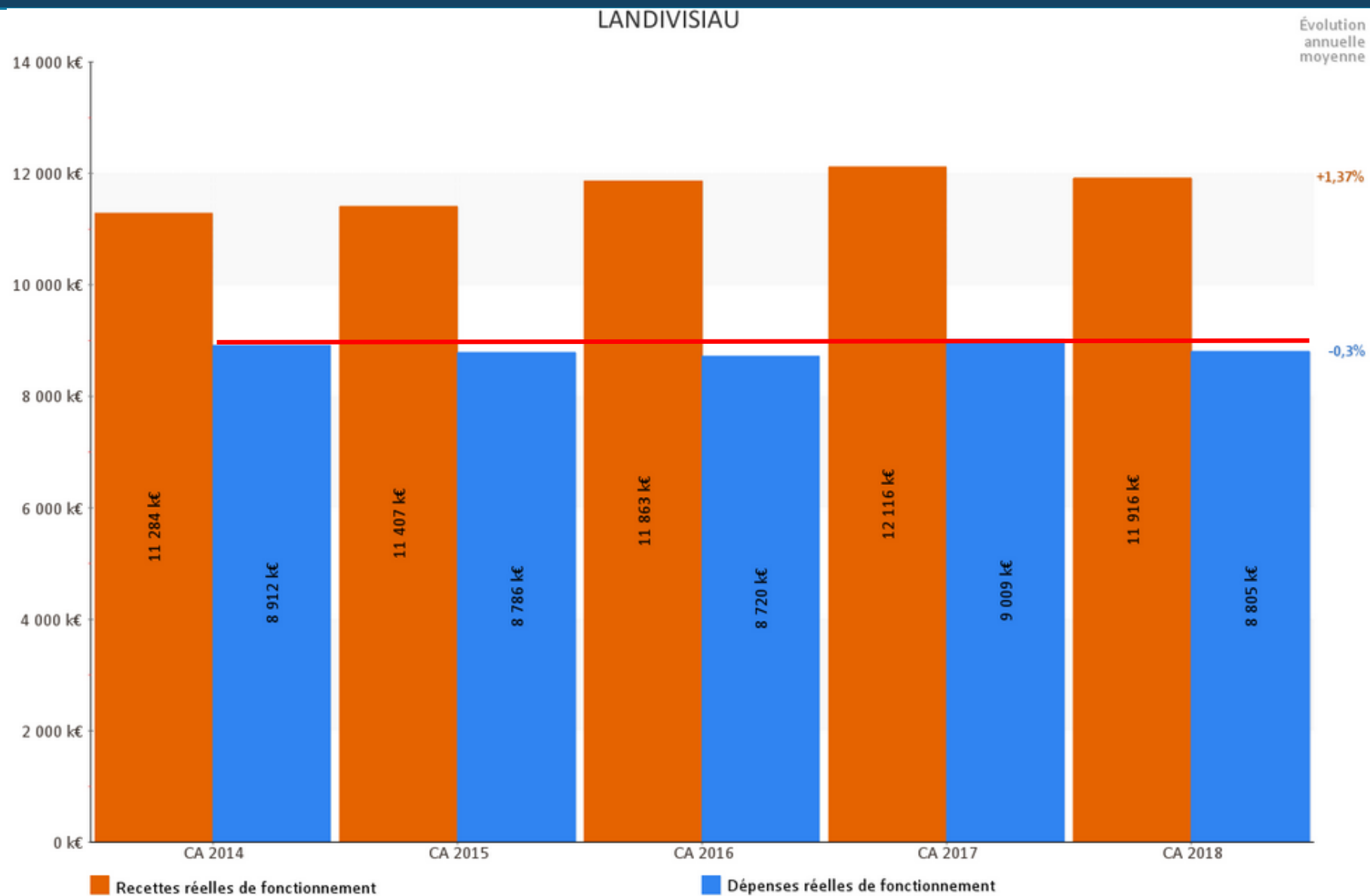
Axe 4 : l'autofinancement des dépenses d'investissement

Objectif : établir un P.P.I. souple et évolutif permettant de répondre aux priorités du quotidien et de cibler les investissements inscrits au projet de mandature

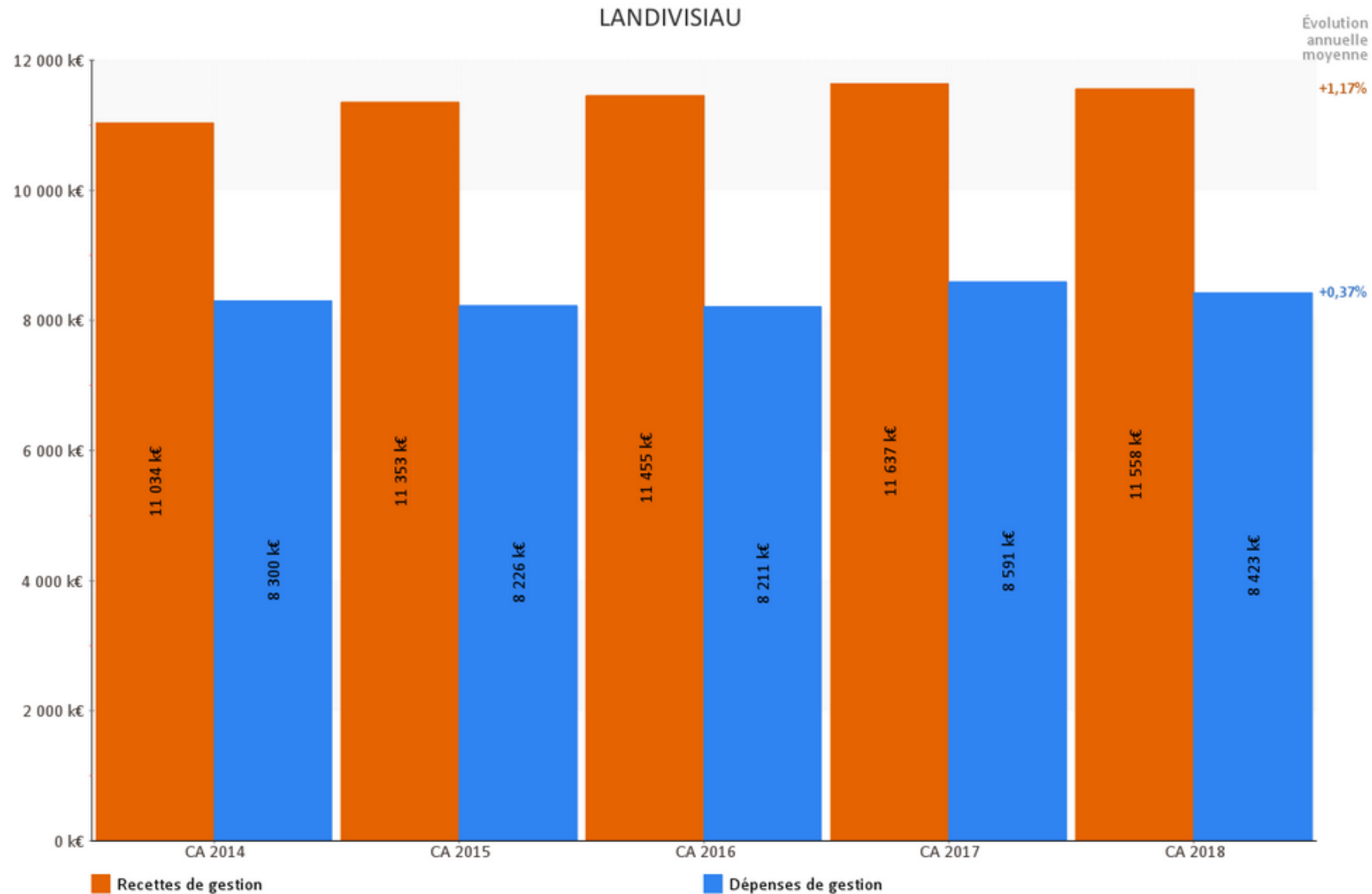
Entre 2014-2018, la prise en compte des préconisations de KPMG combinées aux effets de cette stratégie ont permis d'inverser les prévisions budgétaires initiales et de conforter tous les grands équilibres financiers

- ✓ **Recettes réelles de fonctionnement : + 1,37 %** en moyenne annuelle
 - *Recettes de gestion : + 1,17 %*
- ✓ **Dépenses réelles de fonctionnement : - 0,30 %** en moyenne annuelle
 - *Dépenses de gestion : + 0,37 %*
- ✓ **Épargne de gestion : + 3,47 %** en moyenne annuelle
- ✓ **Épargne brute : + 7,46 %** en moyenne annuelle
- ✓ **Épargne nette : + 19,6 %** en moyenne annuelle
- ✓ **Dépenses d'investissement (hors dette) : 10,4 M€**
- ✓ **Emprunt nouveau : 0 €**
- ✓ **Encours de la dette : - 4,6 M€** soit **- 10,07 %** en moyenne annuelle

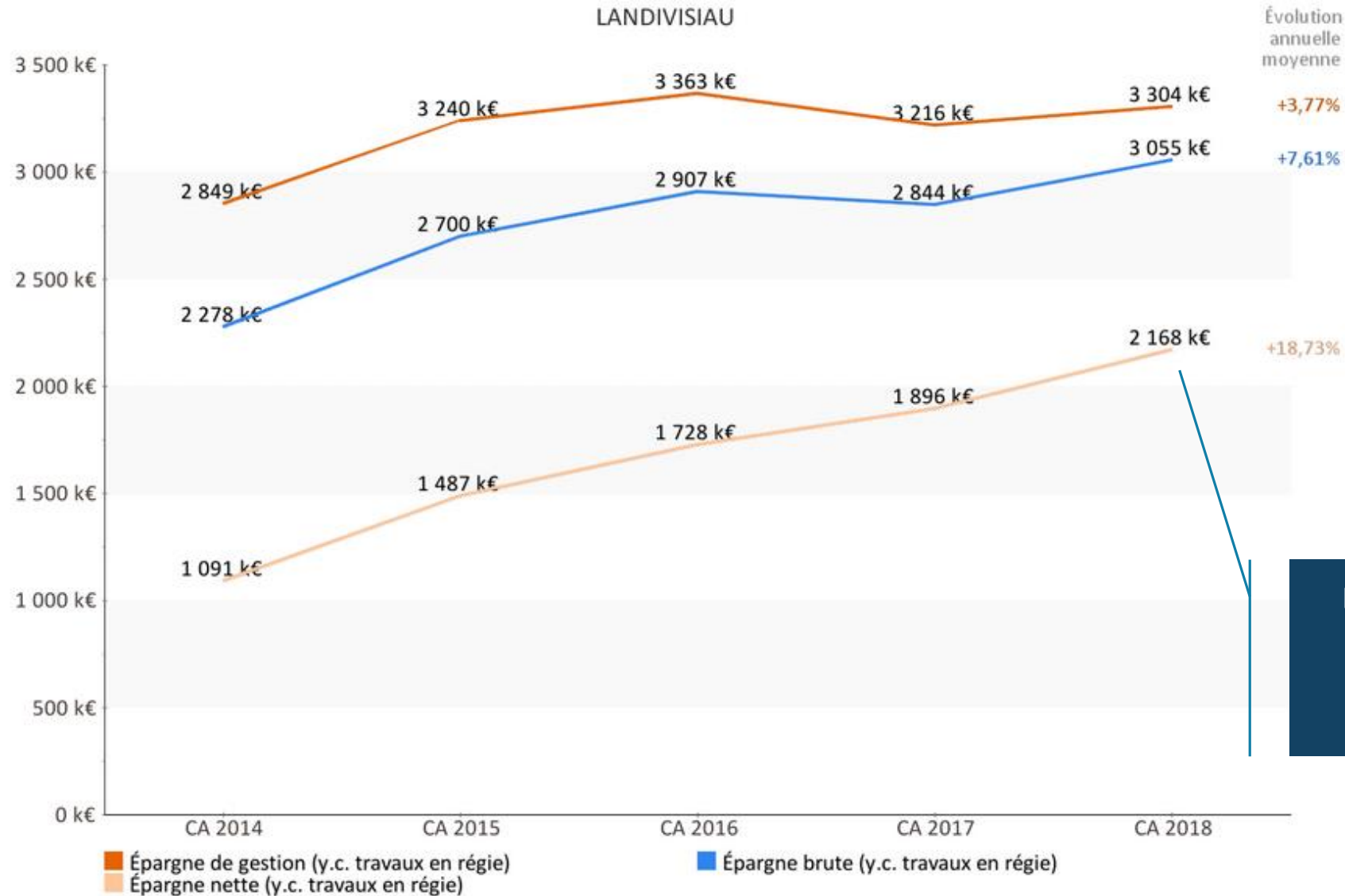
En moyenne annuelle, les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de + 1,37 % et les dépenses ont baissé de - 0,30 %



En moyenne annuelle, les recettes de gestion ont progressé de + 1,17 % et l'évolution des dépenses de gestion a été contenue à + 0,37 %

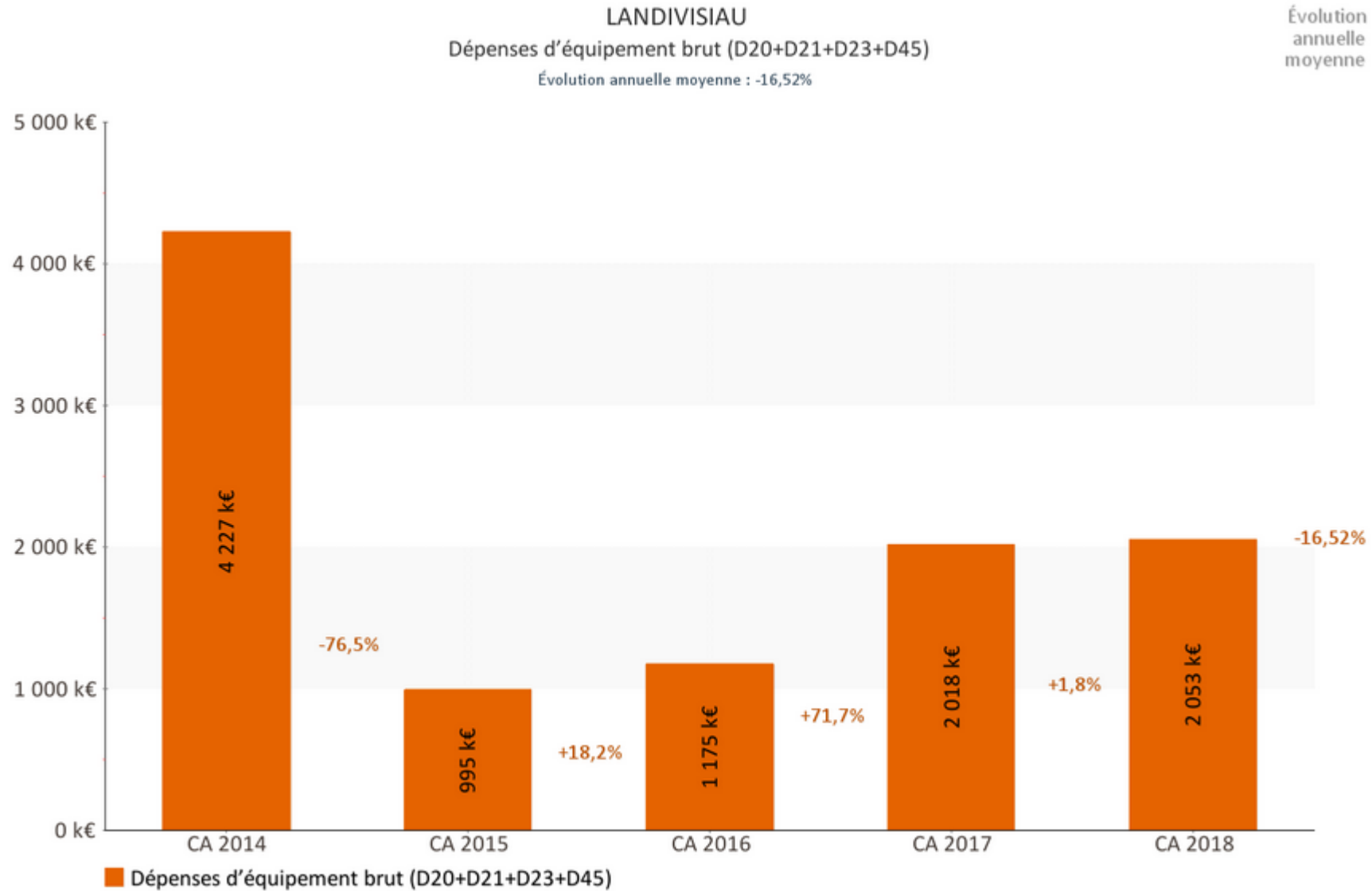


La stratégie mise en œuvre et les efforts de gestion réalisés ont permis de reconstituer puis de consolider tous les soldes d'épargne ...

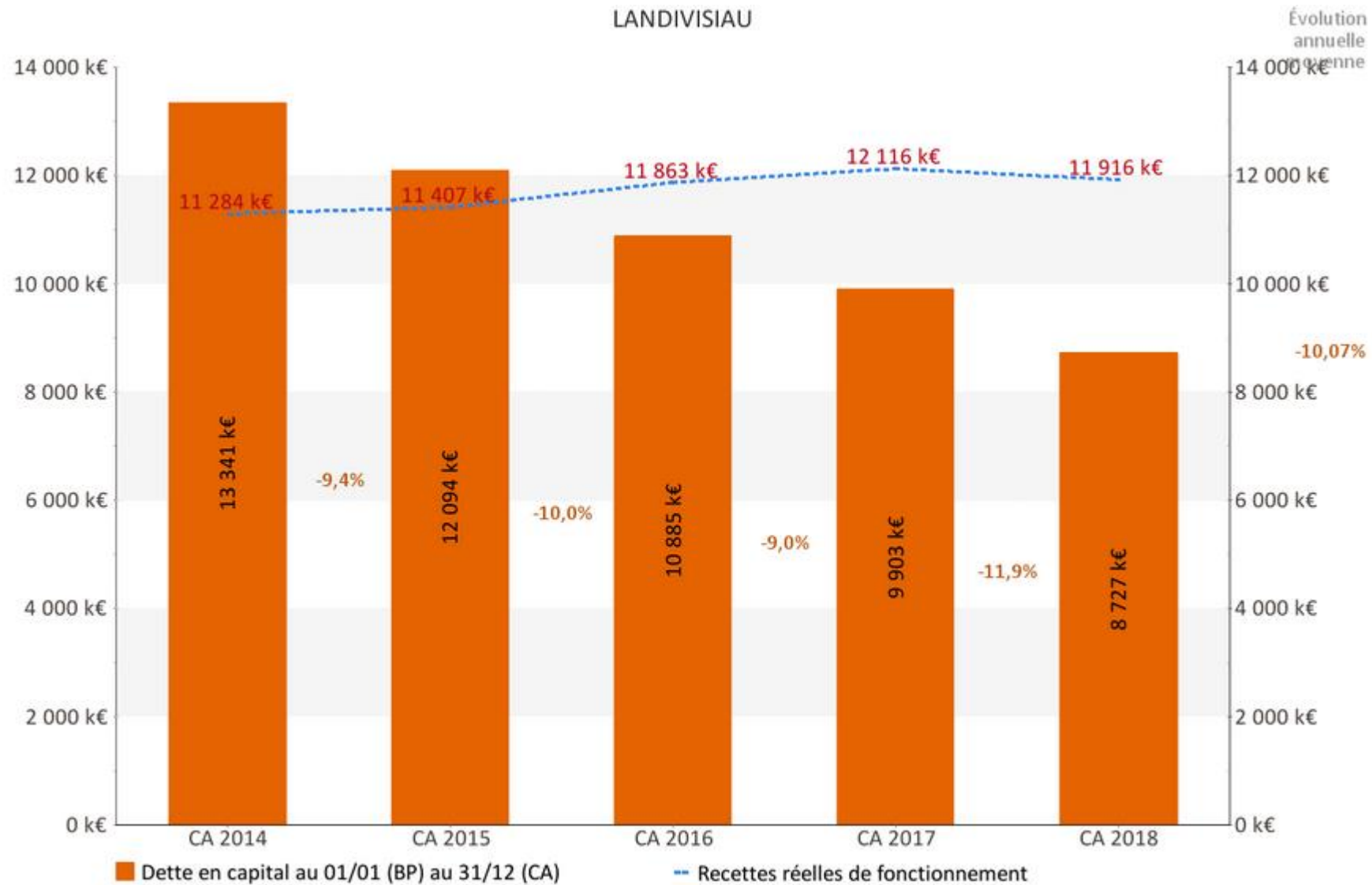


**Doublement de la capacité
d'autofinancement nette
depuis le début de la
mandature**

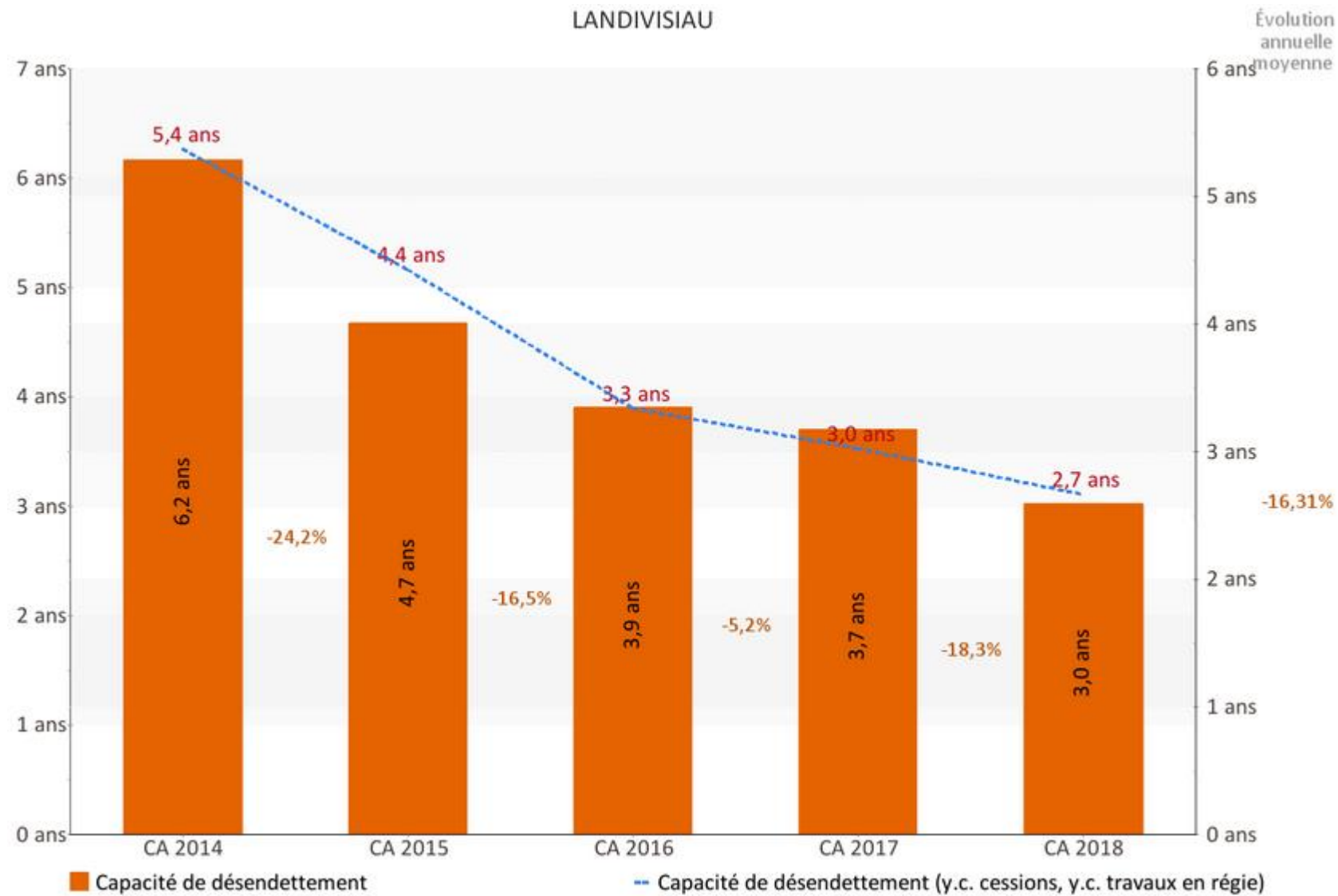
En 5 ans, les dépenses d'équipements ont été entièrement autofinancées pour un montant de 10,4 M€



... la politique de désendettement de la commune s'est inscrite dans la durée ...



... permettant de ramener la capacité de désendettement à seulement 3 ans



4. Les orientations budgétaires 2019

Le budget 2019 continuera de s'équilibrer en conciliant prudence et ambition

Dans le prolongement des objectifs fixés en 2014, cinq orientations principales guideront l'élaboration du budget 2019 :

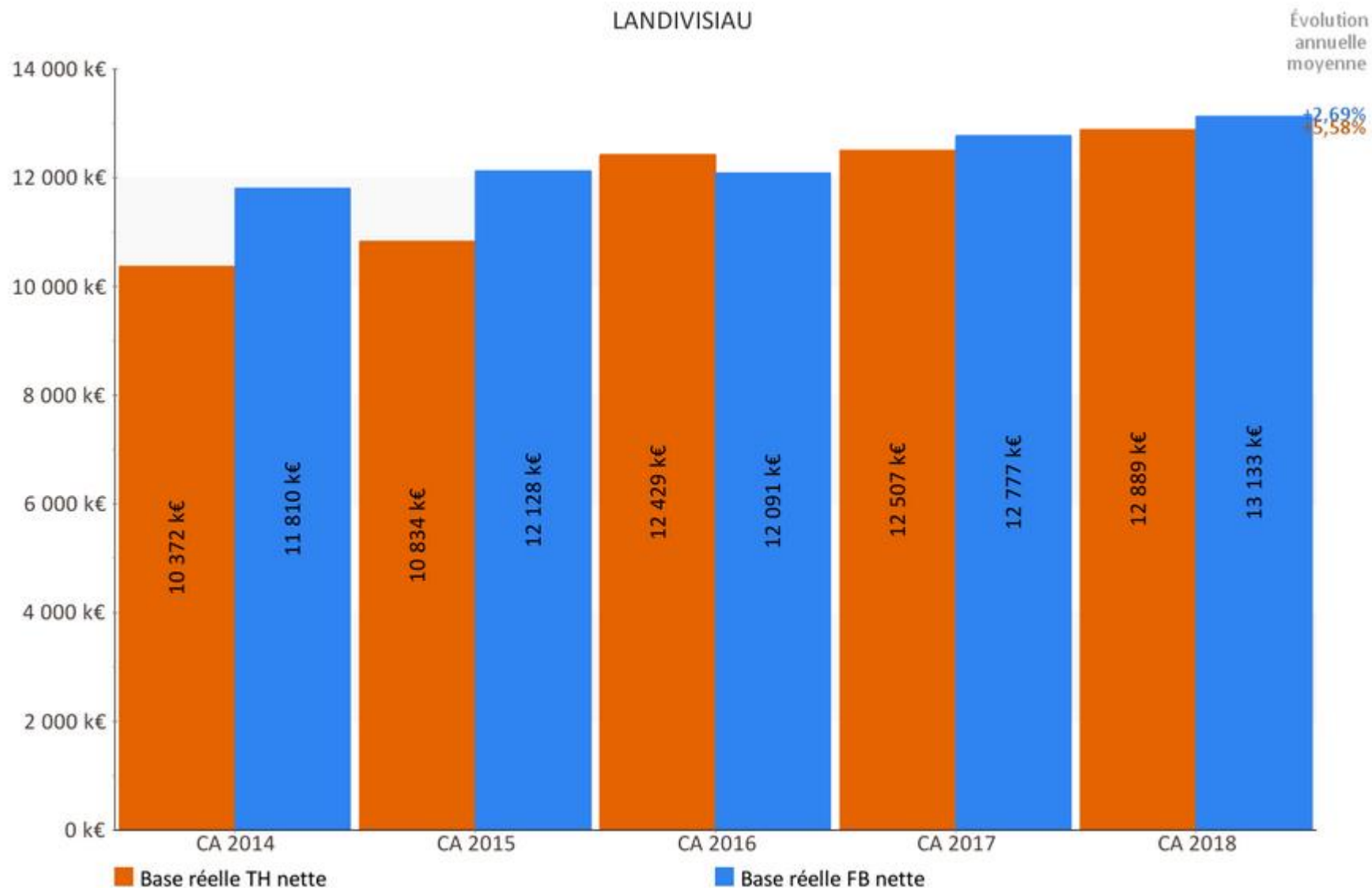
Pour les recettes :

- ✓ Taux de la fiscalité locale : + 0 % pour la 16^{ième} année consécutive
- ✓ Emprunt nouveau : + 0 € pour la 11^{ième} année consécutive
- ✓ Tarifs communaux : + 0 % pour la 4^{ième} année consécutive

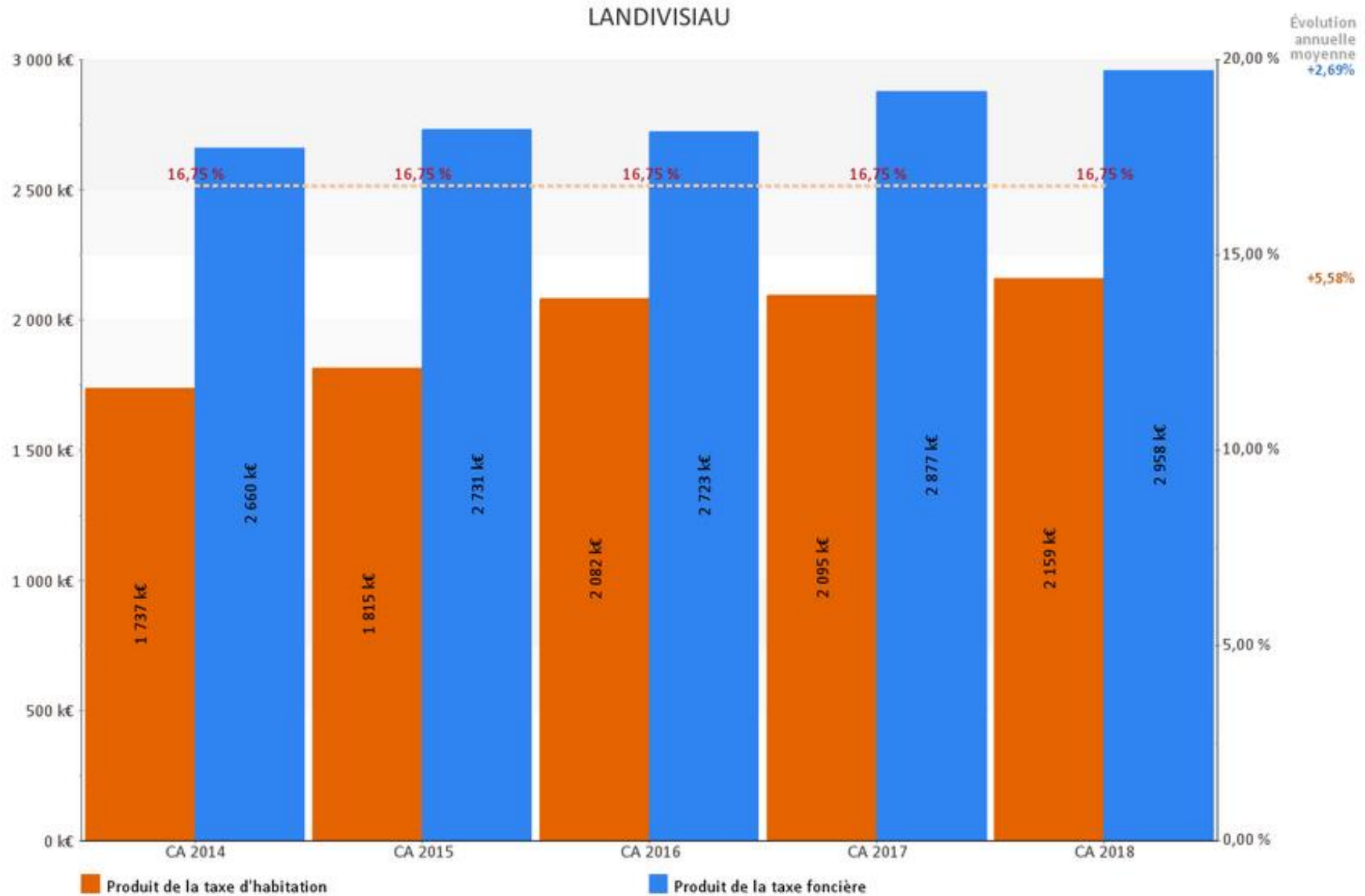
Pour les dépenses :

- ✓ En fonctionnement, ajustement des postes de dépenses en tenant compte des recherches d'économies et des crédits nécessaires au financement des mesures nouvelles
- ✓ En investissement, poursuite du programme de renouvellement de la ville sur elle-même avec la réhabilitation des bâtiments communaux, l'amélioration des places et des voies communales, le programme de renouvellement / extension des réseaux, la dernière année de mise en œuvre de l'Ad'AP

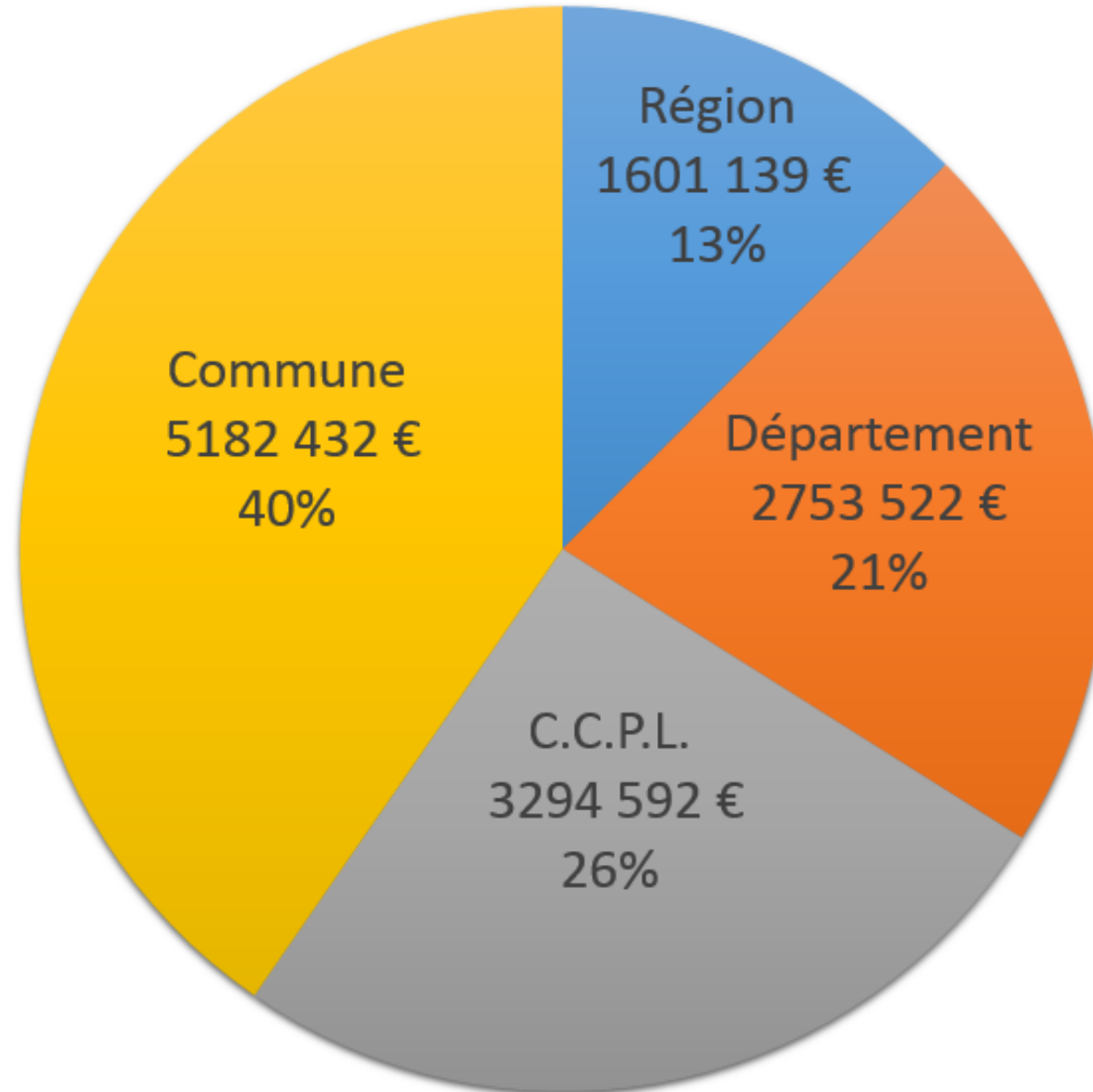
2019 : poursuivre le développement d'une urbanisation durable et favorable à l'élargissement des bases fiscales (ménages et entreprises) qui seront réévaluées de + 2,2 %



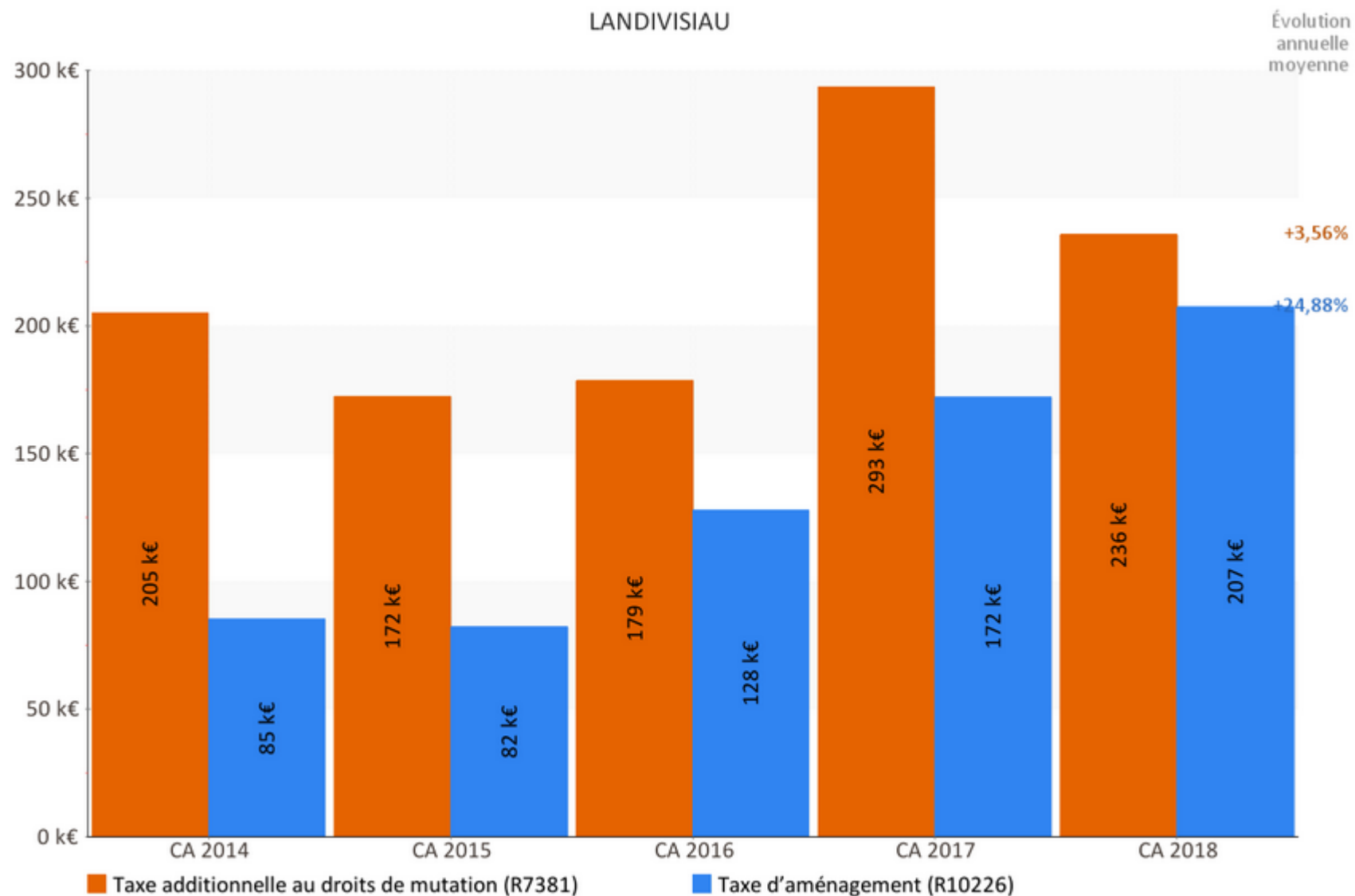
2019 : continuer à tabler sur une augmentation plus rapide des produits fiscaux issus de la Taxe sur le Foncier Bâti



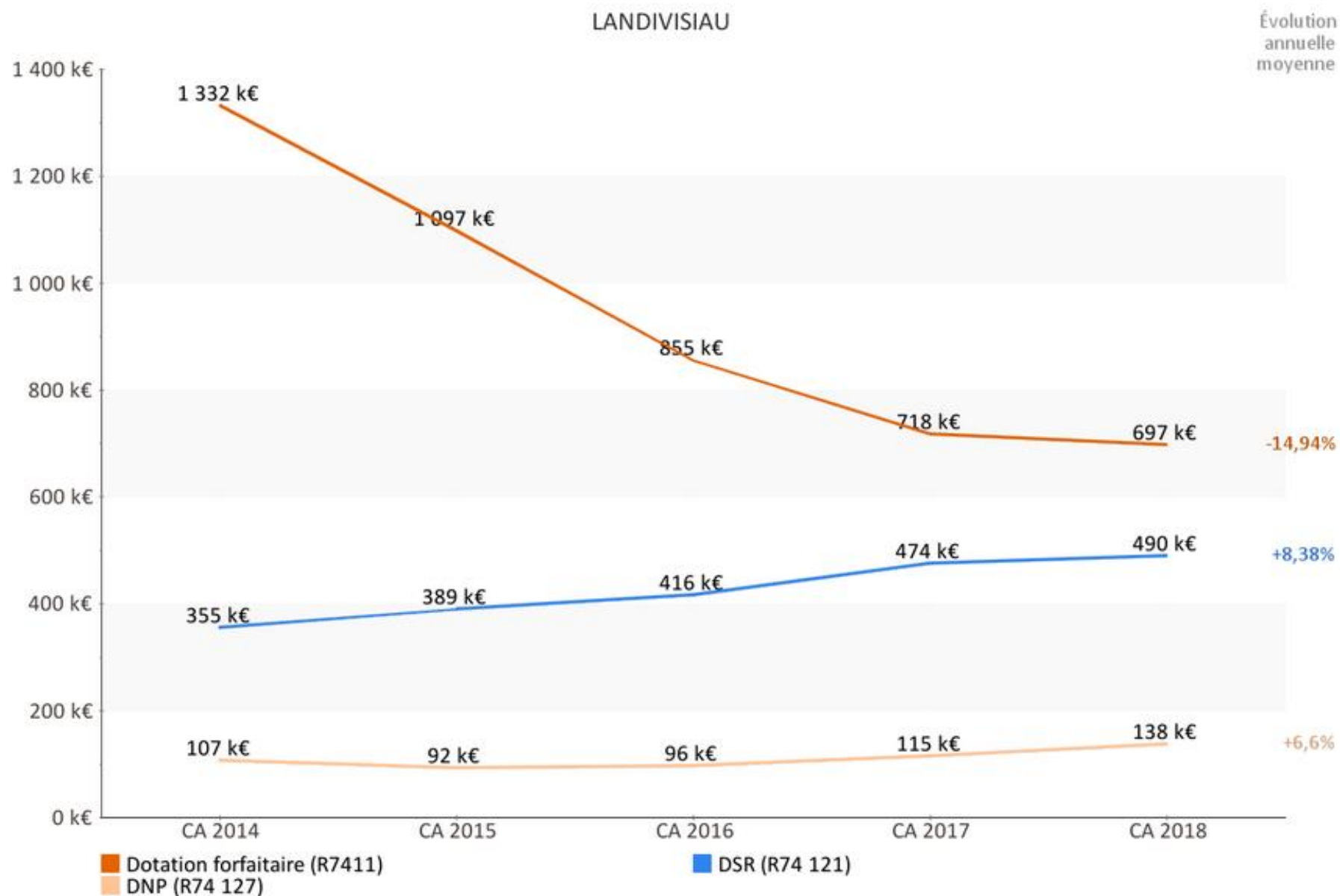
**En 2018, la totalité des recettes fiscales prélevées sur la ville s'est élevée à 12 831 685 €
La part reversée à la commune s'est élevée à 40 %**



2019 : vers une poursuite du dynamisme du marché immobilier et de la création d'entreprises



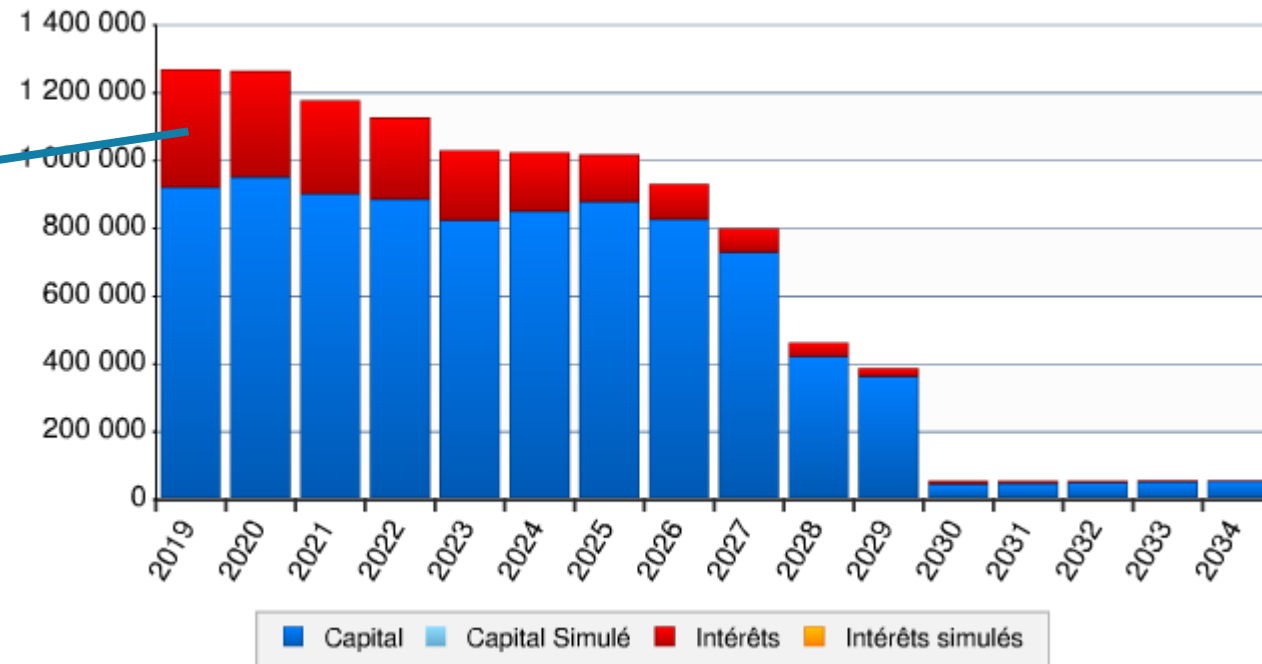
2019 : stabilisation de la baisse de la DGF et de la progression de la péréquation nationale



2019 : toujours pas d'emprunt nouveau pour préserver les marges de manœuvre des années à venir

	2019	2020	2021	2022	2023	2028
Encours moyen	8 211 267,41 €	7 278 461,44 €	6 326 039,12 €	5 443 464,68 €	4 598 063,73 €	595 561,09 €
Capital payé sur la période	916 234,96 €	946 702,37 €	897 123,16 €	881 117,76 €	819 219,86 €	416 994,42 €
Intérêts payés sur la période	349 047,08 €	313 618,48 €	276 799,08 €	241 529,50 €	207 183,54 €	41 993,49 €
Taux moyen sur la période	4.07 %	4.10 %	4.13 %	4.14 %	4.16 %	4.37 %

Flux de remboursement



Charges financières
- 32,4 %
entre 2014 et 2018

2019 : l'évolution des dépenses de personnel continuera d'être contenue (moins de 1 % en moyenne annuelle depuis 2014) tout en renforçant les services à la population



En 2019, la politique de gestion du personnel prendra en compte :

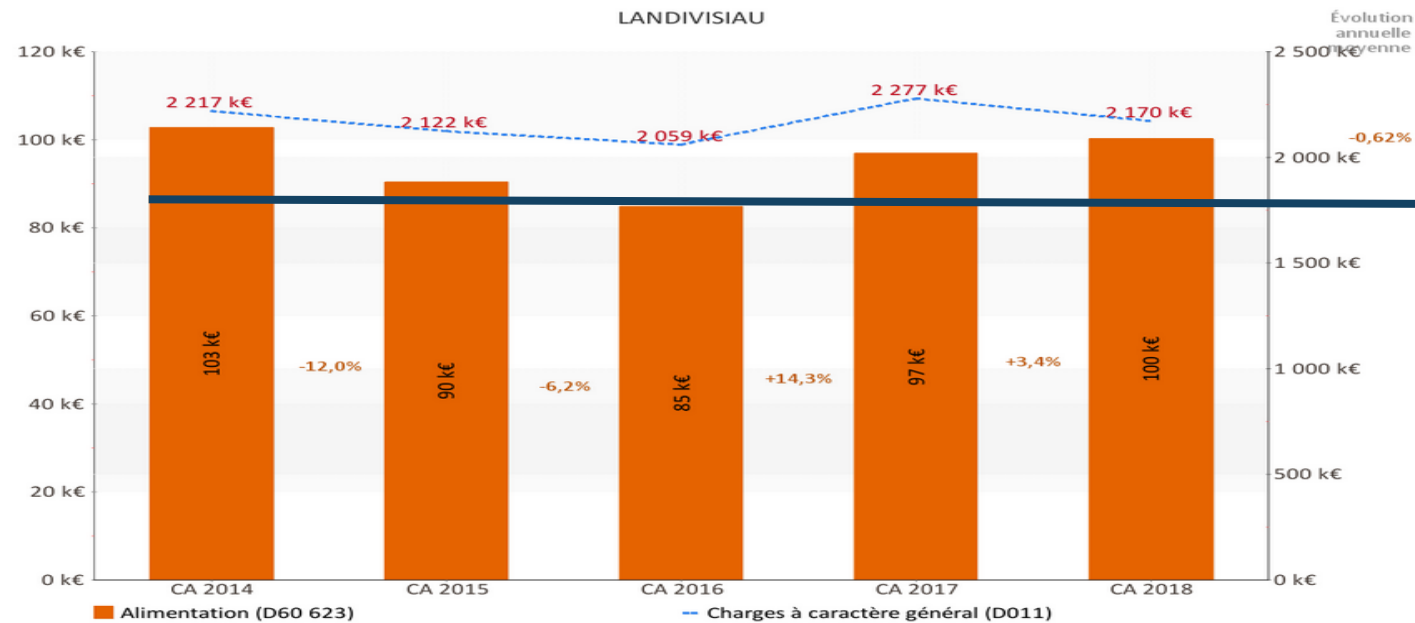
- ✓ Le renforcement du service espaces-verts environnement avec la création d'un poste supplémentaire : **30 K€**
- ✓ La pérennisation du poste d'agent d'accueil initialement recruté en contrat aidé (état-civil / cartes d'identité et passeports biométriques / billetterie S.N.C.F.) : **27 K€**
- ✓ Le remplacement des départs à la retraite (un agent à la police municipale, deux agents au service culturel, 1 agent en attente de décision au service voirie)
- ✓ L'augmentation de la participation employeur / contrat de prévoyance : **6 K€**
- ✓ L'organisation du scrutin des élections européennes : **9 K€**
- ✓ La rémunération des agents recenseurs : **23 K€**
- ✓ Le provisionnement des jours de congés épargnés sur le CET : **82 K€**
- ✓ La poursuite des efforts de formation et de professionnalisation du personnel : **40 K€**
- ✓ L'absence annoncée d'une nouvelle augmentation des charges patronales

2019 : l'évolution des charges à caractère général sera toujours contenue (baisse moyenne de -0,53 % par an entre 2014 et 2018) mais sera ajustée pour tenir compte des mesures nouvelles



Les projets de BP et de DM1 intégreront un certain nombre de mesures nouvelles

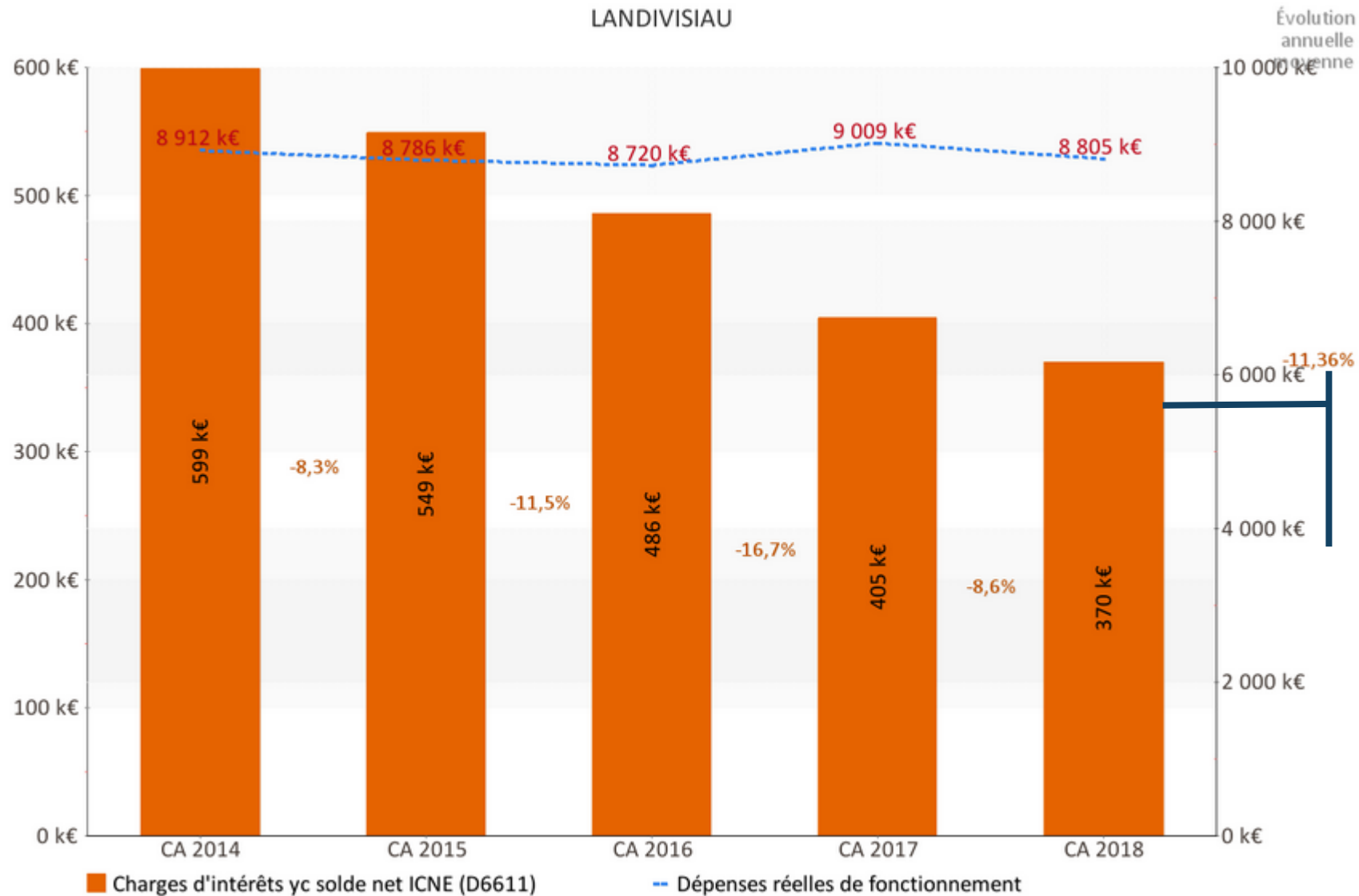
- ✓ La loi agriculture et alimentation prévoit 50 % de produits bio dans la restauration scolaire d'ici 2022 : les achats de denrées alimentaires seront majorés de 20 K€



2014-2016 : lutte contre le gaspillage alimentaire et politique d'achat
2016-2018 : augmentation des prix et politique qualité produits

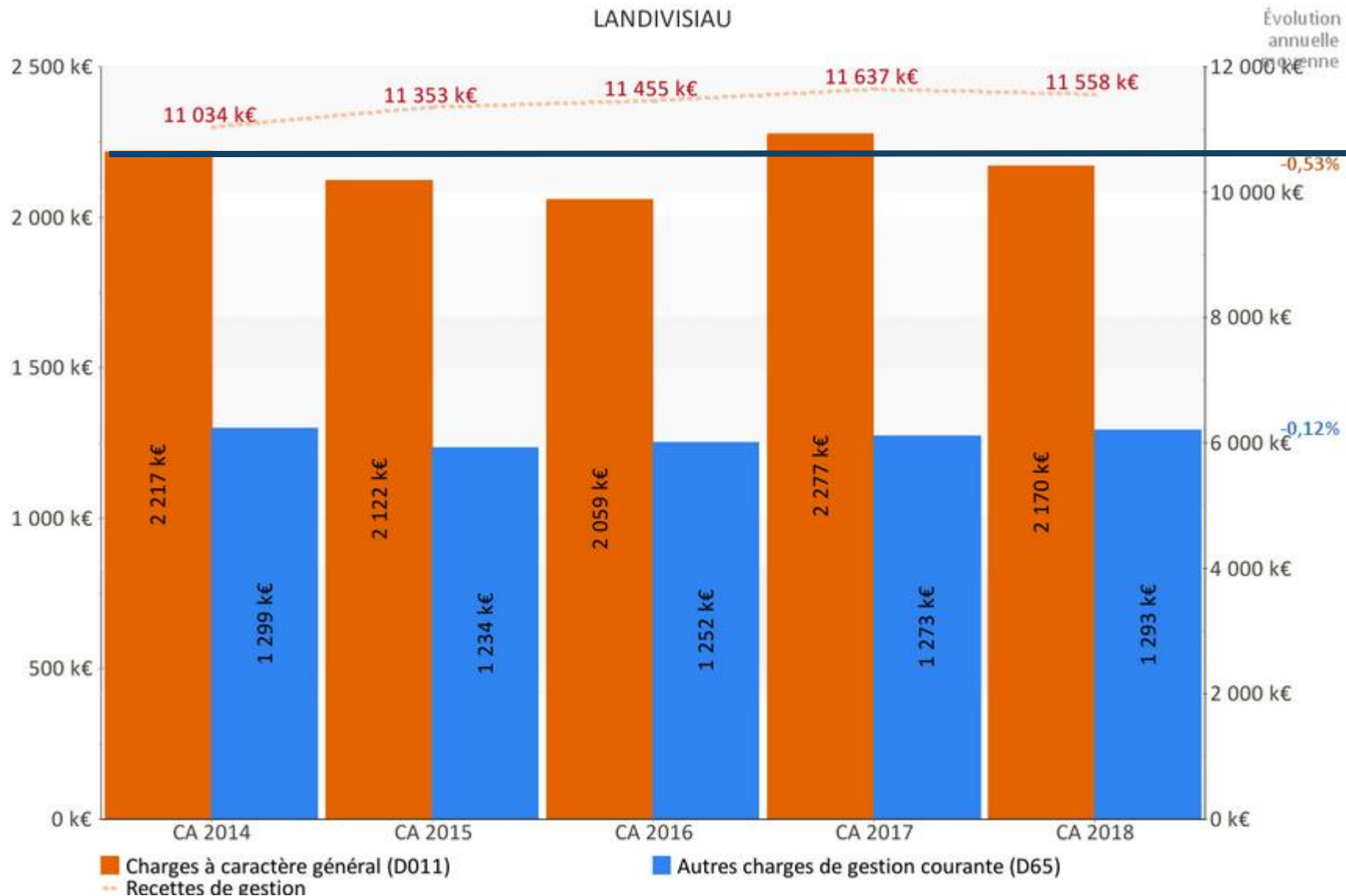
- ✓ Les consommations d'énergie et de fluides seront ajustées avec les réouvertures de la M.L.C. et de la résidence Mangin
- ✓ Les crédits pour la programmation du festival « Moi les Mots » seront proposés en DM 1
- ✓ Avec l'application du règlement de la commande publique, les efforts continueront d'être menés par les services pour une « culture » toujours plus efficiente de l'achat public

En 2019, le bon niveau de trésorerie (+ 4,8 M€ en début d'année) devrait éviter d'appeler le solde de l'emprunt contracté en 2008 (1 M€), générant une nouvelle baisse des charges financières



**Gain budgétaire attendu pour
2019 : +/- 20 K€**

Les différents gains budgétaires obtenus sur les charges à caractère général pourront être redéployés pour couvrir de nouvelles charges de gestion courante



Des crédits supplémentaires pourront être ouverts :

- au C.C.A.S
- au dispositif PASS COMMERCE
- aux dépenses de scolarité
- aux subventions aux associations
- à la programmation culturelle
- à l'organisation du 45^{ème} anniversaire du jumelage BSA

Les résultats du compte administratif 2018 devraient confirmer les marges disponibles pour autofinancer les programmes d'investissements nouveaux sur la période 2019 - 2020

- Excédent 2018 de la section de fonctionnement : 2,7 M€
- Excédents cumulés de la section de fonctionnement : 5,4 M€
- Excédent 2018 de la section d'investissement : 1,7 M€
- Déficit cumulé de la section d'investissement : 890 K€
- Recette d'investissement comptabilisée en reste à réaliser (emprunt budgété mais non mobilisé) : 1 M€
- Dépenses inscrites en restes à réaliser de la section d'investissement : 1,7 M€ (dont réhabilitation M.L.C et résidence Mangin)
- Besoin de financement des restes à réaliser : 700 K€
- Résultat de fonctionnement reporté au BP 2019 : 3,8 M€

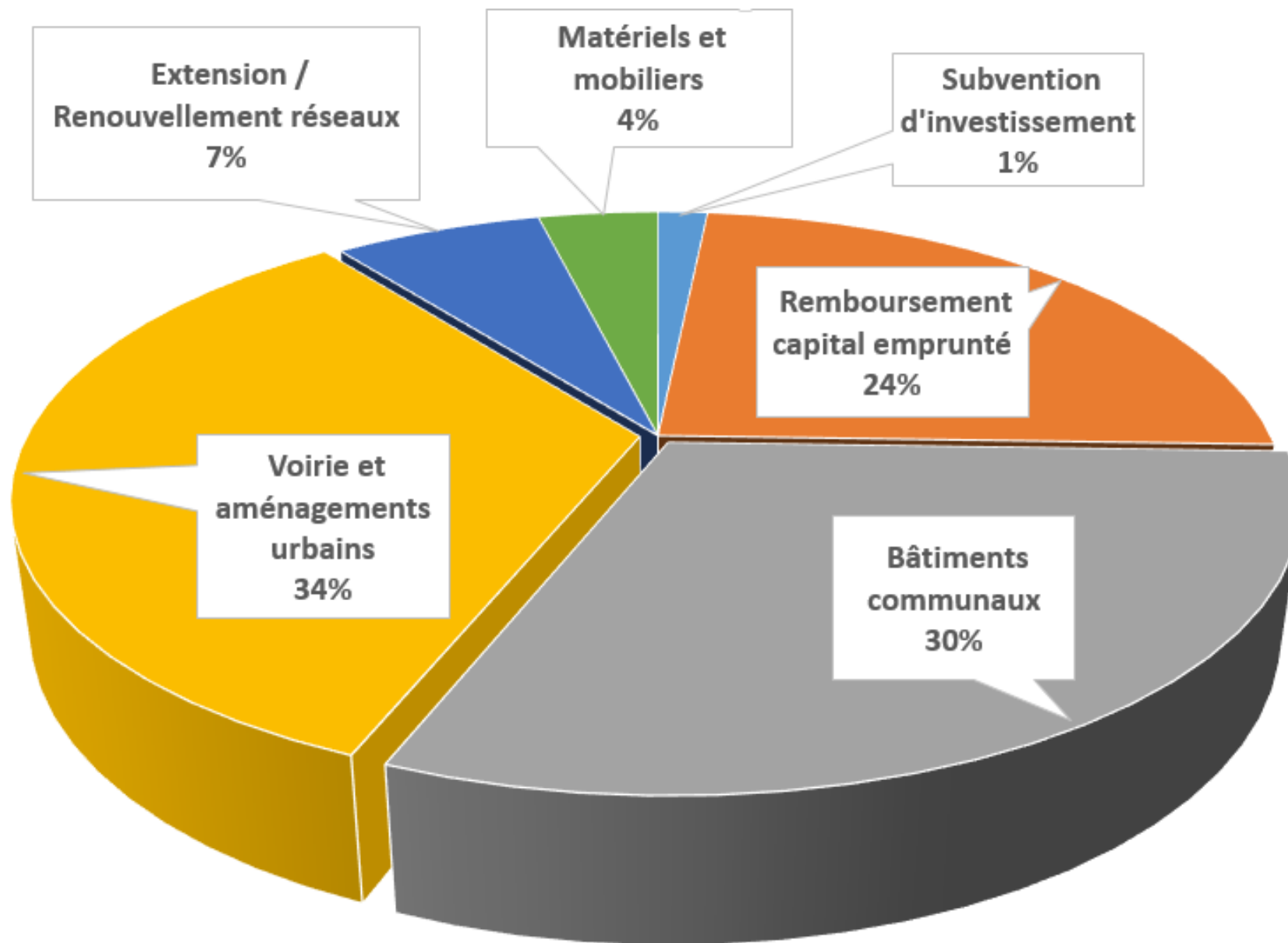
L'autofinancement prévisionnel 2019 devrait s'établir à plus de 6,2 M€ permettant de couvrir le P.P.I 2019 - 2020

- Résultat de fonctionnement reporté au BP 2019 : 3,8 M€
- Virement à la section d'investissement du BP 2019 : 1,5 M€
- Dotations aux amortissements du BP 2019 : 320 K€
- F.C.T.V.A. / 2017 inscrit au BP 2019 : 290 K€
- Subventions notifiées : 343 K€
 - ✓ *Réhabilitation résidence Mangin (D.S.I.L.) : 91 K€*
 - ✓ *Réhabilitation M.L.C. (D.E.T.R.) : 223 K€*
 - ✓ *Fonds de concours C.C.P.L. : 29 K€*
- Conformément au règlement budgétaire et financier, les principales opérations d'investissement seront présentées individuellement et l'autofinancement disponible sera présenté en suréquilibre de la section d'investissement

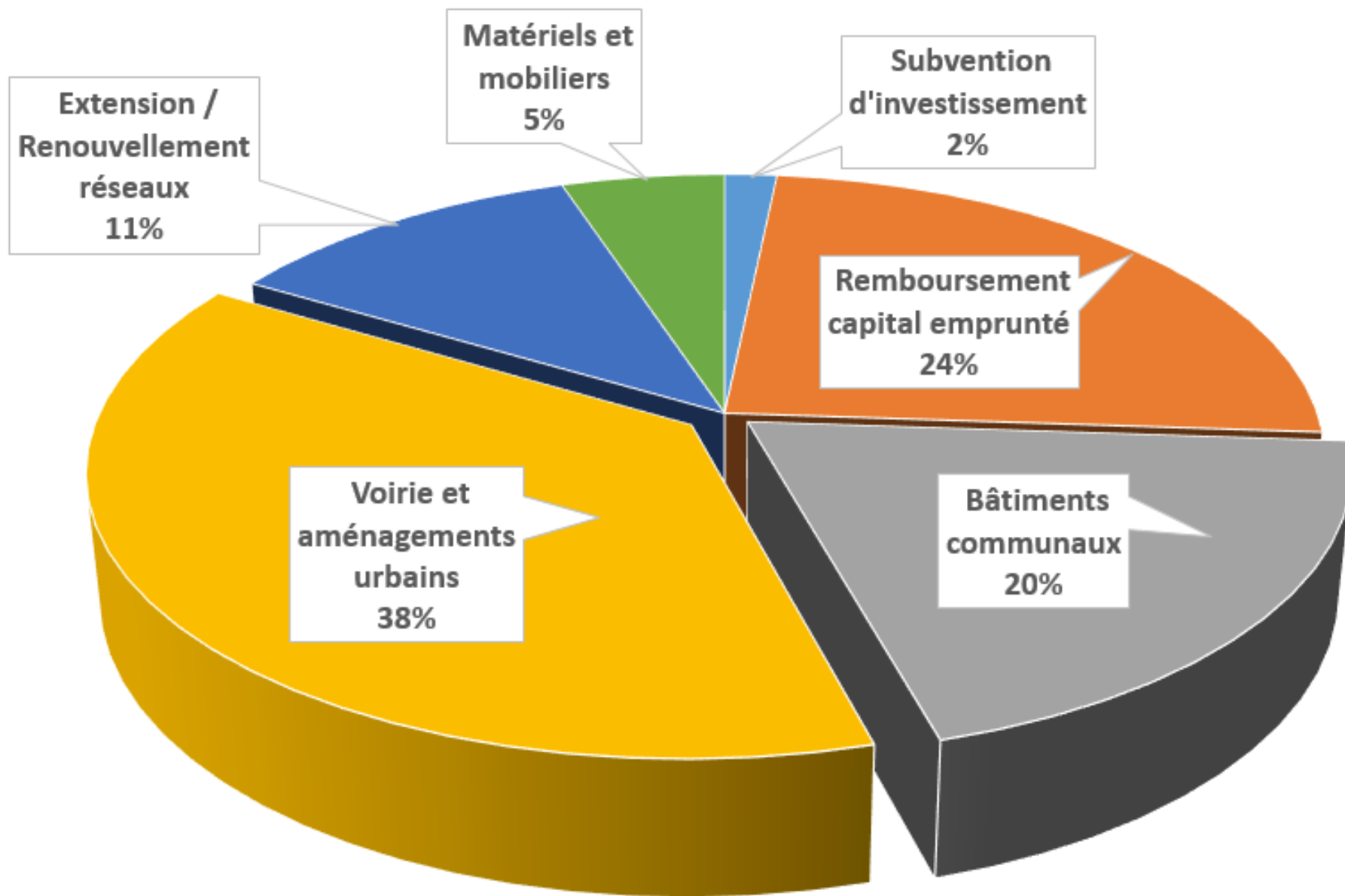
P.P.I 2019 - 2020 : équilibre prévisionnel de la section d'investissement

Recettes d'investissement P.P.I.	2019	2020
Report à nouveau N	3 800 000 €	2 400 000 €
Virement section de fonctionnement	1 500 000 €	1 500 000 €
Dotations aux amortissements	320 000 €	320 000 €
F.C.T.V.A.	290 000 €	300 000 €
Subvention d'investissement	343 000 €	300 000 €
Total	6 253 000 €	4 820 000 €
Dépenses d'investissement P.P.I.	2019	2020
Subvention d'investissement	61 500 €	61 500 €
Remboursement capital emprunté	920 000 €	950 000 €
Bâtiments communaux	738 000 €	1 645 000 €
Voirie et aménagements urbains	1 421 500 €	1 203 000 €
Extension / Renouvellement réseaux	430 000 €	85 000 €
Matériels et mobiliers	192 500 €	105 000 €
Sous-total	3 763 500 €	4 049 500 €
Suréquilibre (recettes - dépenses)	2 489 500 €	770 500 €
Total général	6 253 000 €	4 820 000 €

Hors remboursement de la dette et subvention d'investissement, les projets de dépenses nouvelles présentées au P.P.I. 2019 – 2020 s'élèveront à hauteur de 5,8 M€





















Hors remboursement de la dette et subvention d'investissement, les projets de dépenses nouvelles présentées au P.P.I. pour l'année 2019 s'élèveront à 2,8 M€














P.P.I. 2019 - 2020

P.P.I.	2019	2020
Bâtiments communaux	Estimation (T.T.C.)	Estimation (T.T.C.)
Démolition hangar "Kerjean"	130 000 €	
DOJO Ty Guen	15 000 €	90 000 €
Equipement LE VALLON	65 000 €	25 000 €
Aménagement vestiaires Kerioual	20 000 €	
Réhabilitation salle Kerzourat	165 000 €	1 500 000 €
Toiture église	135 000 €	
Renouvellement vidéo protection	125 000 €	
Ad'AP	5 000 €	
Portes Hôtel de Ville	20 000 €	
Réhabilitation complexe Kervanous	13 000 €	
Réhabilitation Hôtel de Ville	15 000 €	
Opérations diverses	30 000 €	30 000 €
Total	738 000 €	1 645 000 €

P.P.I. 2019 - 2020

P.P.I.	2019	2020
Voirie et aménagements urbains	Estimation (T.T.C.)	Estimation (T.T.C.)
Fleurissement avenue FOCH	 91 000 €	
Restructuration place Lyautey	 277 000 €	 138 000 €
Avenue Libération	 300 000 €	
Rue Douaumont / place 8 mai 45	 130 000 €	 20 000 €
Programme voirie	 400 000 €	 400 000 €
Pots fleurissement	 8 500 €	
Vallée des enfants	 15 000 €	
Aires de jeux	 50 000 €	
Signalisation centre-ville		 30 000 €
Illumination Noël	 10 000 €	
Renaturation berges Lopic	 90 000 €	
Curage étang Kerzuguel		 115 000 €
Kervignounen		 450 000 €
Opérations diverses	 50 000 €	 50 000 €
Total	1 421 500 €	1 203 000 €

P.P.I. 2019 - 2020

P.P.I.	2019	2020
Extension / Renouvellement réseaux	Estimation (T.T.C.)	Estimation (T.T.C.)
Extension Z.A.E. Vern	 225 000 €	 20 000 €
Extension Z.A.E. Pouldrez	 10 000 €	-
Extension urbanisation	 20 000 €	 20 000 €
Eclairage public Bd Malraux/rue Creach	 110 000 €	
Eclairage public rue de la montagne	 20 000 €	
Renouvellement éclairage public	 25 000 €	 25 000 €
Opérations diverses	 20 000 €	 20 000 €
Total	430 000 €	85 000 €

P.P.I. 2019 - 2020

P.P.I.	2019	2020
Matériels et mobiliers	Estimation (T.T.C.)	Estimation (T.T.C.)
Tonne à eau	19 000 €	
Outils entretien aires sablées	6 000 €	
Fourgon espaces verts	36 000 €	
Caisson camion benne	3 500 €	
Fourgons voirie	17 000 €	30 000 €
Fourgon bâtiment	36 000 €	
Parc informatique	20 000 €	20 000 €
Equipement salles	15 000 €	15 000 €
Matériels et mobiliers	40 000 €	40 000 €
Total	192 500 €	105 000 €
Total P.P.I.	2 782 000 €	3 038 000 €

DEBAT